HAL
open science

L'imprévisibilité relative des forces économiques mondiales Une analyse du " futur du capitalisme " de Lester Thurow (1996)

Jacques Fontanel

To cite this version:

Jacques Fontanel. L'imprévisibilité relative des forces économiques mondiales Une analyse du " futur du capitalisme " de Lester Thurow (1996). 2022. hal-03754661

HAL Id: hal-03754661

https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-03754661

Preprint submitted on 19 Aug 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'imprévisibilité relative des forces économiques mondiales
Une analyse du « futur du capitalisme » de Lester Thurow (1996)

Jacques Fontanel

Lecture à l'Institut Libre d'Etudes des Relations Internationales,
Paris

26 Septembre 2022

Il est toujours difficile de prévoir, surtout l'avenir. Les économistes ont cherché à élaborer une infrastructure scientifique destinée à améliorer les performances productives et le niveau de vie des consommateurs et citoyens. Cependant, l'ensemble de ces connaissances ne permettent guère de développer des instruments efficaces pour remplir ces objectifs. En contestation de l'idée de Fukuyama sur la « fin de l'histoire », Lester Thurow a présenté les grandes lignes des évolutions à venir d'un capitalisme dont il mesure aussi bien la force que la précarité. Son analyse met en lumière les insuffisances du capitalisme, l'absence d'un système économique concurrent, l'apparition d'un monde multipolaire sans puissance hégémonique, le développement des blocs régionaux, les défauts du marché, le développement des inégalités, l'essor de l'industrie de la matière grise, la menace de la démographie, la crise du travail, et l'instabilité économique et politique. Plusieurs éléments d'analyse restent d'actualité, mais trois éléments essentiels de la situation politico-économique du monde d'aujourd'hui sont malheureusement absents, comme la permanence des actions de guerres militaires, notamment dans les pays développés, et le conflit de leadership mondial entre les Etats-Unis et la Chine. Enfin, la question du réchauffement climatique et de la pollution n'est jamais évoquée.

Forecasting is always difficult, especially the future. Economists have sought to develop a scientific infrastructure designed to improve the productive performance and living standards of consumers and citizens. However, this body of knowledge hardly allows for the development of effective instruments to fulfill these objectives. Contrary to Fukuyama's idea of the "end of history", Lester Thurow has presented an outline of the future evolution of a capitalism whose strength as well as precariousness he measures. His analysis highlights the inadequacies of capitalism, the absence of a competing economic system, the emergence of a multipolar world without a hegemonic power, the development of regional blocs, the shortcomings of the market, the development of inequalities, the rise of the grey matter industry, the threat of demographics, the crisis of work, and economic and political instability. Several elements of analysis remain relevant, but three essential elements of the political-economic situation in the world today are unfortunately absent, such as the permanence of military warfare, especially in developed countries, and the conflict of world leadership between the United States and China. Finally, the issue of global warming and pollution is never mentioned.

Capitalisme, démographie, hégémonie, inégalités sociales, guerres, guerres économiques, réchauffement climatique.
Capitalism, demography, hegemony, social inequalities, wars, economic wars, global warming

Avec l'effondrement de l'Union soviétique, qui consacrait le triomphe du conflit idéologique entre le capitalisme et le communisme soviétique, Francis Fukuyama[1] avait prévu la fin de l'Histoire. L'expansion de la démocratie et du libéralisme constituait la forme achevée de tout gouvernement humain. L'essor des sciences socailes conduisait inéluctablement au même modèle homogène de société, éliminant progressivement les contradictions fondamentales qui fondent la conflictualité et la violence des changements. Le capitalisme devenait un système accessible aux pays en développement leur ouvrant de nouvelles orientations démocratiques renforçant à la fois la stabilité organisationnelle de la société et les libertés individuelles. Au fond, en reprenant l'idée kantienne selon laquelle l'humanité progresse inexorablement vers la pacification des relations internationales, Fukuyama a voulu faire renaître simultanément, au plan économique, la fameuse « main invisible » d'Adam Smith. Avec la généralisation de l'économie de marché, la science économique semblait avoir supplanté l'économie politique. L'analyse de Fukuyama a été universellement relayée dans tous les réseaux sociaux et une forme d'optimisme concernant le fonctionnement optimal de l'économie de marché s'est alors installée, principalement dans les pays occidentaux. Malgré les menaces des crises financières et l'essor de la précarité, les organisations internationales ont alors continué à encourager la globalisation économique, en considérant que les problèmes rencontrés dans de nombreux Etats trouveraient nécessairement une solution à long terme, négligeant pourtant l'avis de Keynes pour lequel « dans le long terme nous serons tous morts ».

L'apport des économistes pour définir les rôles respectifs des acteurs économiques fait dès lors l'objet de controverses, dans le temps et dans l'espace. Pourtant, la théorie du libéralisme comme facteur de paix universelle a toujours été fermement condamnée par les analyses marxistes ou hétérodoxes, qui considéraient que le capitalisme favorisait, au contraire, les crises économiques, les inégalités sociales, la guerre des classes et les conflits internationaux. L'État devait rester un acteur central de la gestion de l'économie nationale, en engageant des choix politiques face aux à l'accroissement des inégalités sociales, aux ambitions des autres nations et aux grandes firmes multinationales. La pensée mercantilisme n'était pas considérée comme une pensée obsolète et la guerre économique restait bien présente dans le climat international de la fin du XXe siècle[2].Dans ce contexte, l'analyse de Lester Thurow, Professeur au MIT, présentait une réflexion contestataire d'une théorie qui affirmait, plus qu'elle ne démontrait, que la globalisation économique conduisait quasi inéluctablement à la fin des tensions internationales guerrières et que les économistes ne pouvaient contester le caractère éminemment politique de la globalisation du marché.

Dans ce contexte, il est intéressant de présenter en détail l'analyse de Lester Thurow, particulièrement étudiée à la fin du XXe siècle avec les faits tels qu'ils se sont concrètement réalisés en 2022.

[1] Fukuyama, F. (1989), The end of History, The National Interest

[2] Fontanel, J., Bensahel, L. (1992), La guerre économique, Ares, Defense et Sécurité 13(4), 9-50.

Le marxisme est peut-être trop valable pour qu'on le laisse aux marxistes. Il fournit un prisme critique à travers lequel les économistes du courant dominant peuvent à leur propre bénéfice examiner leurs analyses (Paul Samuelson, Economics)

Le capitalisme est devenu dominant. Sur la base du niveau de vie toujours croissant, personne ne connaît d'autres principes aussi efficaces que ceux dérivés du marché. Pourtant, les fondations du capitalisme semblent parfois fragiles et en tout cas, elles ont été fragilisées par les crises, notamment celle du chômage et de la spéculation boursière.

- Depuis 1973, aucun emploi nouveau n'a été créé dans l'Europe occidentale, alors que les Etats-Unis ont réussi à en produire plus de 38 millions. Si l'on comptait toutes les personnes qui pourraient travailler (sur la base de l'âge), c'est plus de 20% de la population européenne qui serait aujourd'hui privée d'emploi.
- Les valeurs mobilières japonaises sont passées de 38916 en décembre 1989 à 14309 en août 1992, ce qui témoigne d'une crise financière supérieure à celle de la grande crise des Etats-Unis entre 1929 et 1932. Ce « krach » a conduit à la récession de l'économie japonaise, la production industrielle ayant baissé de 3% entre 1992 et 1994. La seconde puissance économique mondiale semble impuissante à relancer ses moteurs économiques. Pour les Etats-Unis, si le PNB par habitant a augmenté de plus du tiers de 1973 à 1995, les salaires horaires réels ont baissé de 14%, alors que les gains de la Bourse (*gains earnings*) ont crû de 20% et que la tranche supérieure des salaires (1% des plus hauts salaires) a connu une augmentation de rémunération de l'ordre de 64%. Les inégalités se sont donc considérablement accrues.
- L'été 1994, le Mexique apparaissait comme un pays bien géré, avec un budget en équilibre, un processus rationnel de privatisation, la construction de l'ALENA (Association de Libre-Echange du Nord-Amérique), les réductions des restrictions douanières et des contingentements, l'essor des investissements étrangers. Six mois plus tard, plus de 500000 travailleurs avaient perdu leur emploi et 250000 allaient le perdre rapidement. Le pouvoir d'achat était réduit de 30% et le Président était accusé de corruption et d'incompétence. Or, la politique suivie était pourtant bien celle qui était recommandée par les responsables organisations internationales qui défendent obstinément l'économie de marché.

Les vérités éternelles du capitalisme (le plein emploi, la croissance, la stabilité financière, l'augmentation des salaires réels) semblent disparaître au moment même où les ennemis du capitalisme disparaissent. Les causes sont difficiles à mettre en évidence. On peut en trouver dans les interactions entre les nouvelles idéologies et technologies. Un nouveau jeu économique, avec de nouvelles règles et stratégies, est en train de se mettre en place. Le comment reste mystérieux. Avec l'absence de compétiteurs systémiques, le capitalisme a perdu sa capacité à s'adapter aux nouvelles circonstances. Les systèmes sociaux construisent des défenses contre les changements, comme le corps crée sa propre défense contre les maladies. Les menaces militaires, les conflits sociaux et l'existence d'idéologies alternatives ont été les justifications du statu quo. Les bourgeois ont compris que leur longue survie dépendait de leur capacité à éliminer les conditions révolutionnaires. Le très conservateur Bismarck inventa les retraites et la santé publique, Churchill établit la première assurance à grande échelle contre le chômage et Roosevelt introduisit l'Etat-providence qui sauva le capitalisme américain. Si le capitalisme n'avait pas été menacé, aucune de ces mesures n'auraient été prises. Lorsque le système social est dominant, sans

compétiteur, il perd sa capacité à l'adaptation. Le socialisme a pensé se substituer au capitalisme dont il avait mis en exergue les défauts et le communisme a espéré créer un homme nouveau. Pendant l'entre deux guerres, le socialisme s'est battu pour se construire, puis il a fallu battre Hitler et le fascisme, puis il a lancé le défi de l'espace et des résultats économiques, jusqu'à en perdre son identité. Dans le combat entre les valeurs sociales et les valeurs individuelles, les dernières l'ont emporté. Les sociétés de « welfare state » comme la Suède ont aussi connu la crise, et elles sont revenues à moins de concernements collectifs. Pourtant, les guerres et les crises ont souvent conduit le capitalisme au bord de sa disparition.

I. Les dangers à long terme qui pèsent sur le capitalisme

Plusieurs phénomènes simultanés menacent le capitalisme. Celui-ci maîtrise difficilement le magma économique qu'il produit et dans lequel il vit.

a) Les forces en présence

Pour comprendre le monde économique contemporain, il est utile d'utiliser deux concepts analogiques, les plateaux techtoniques de la géologie et l'équilibre ponctué (« *punctuated* ») de la biologie. Les tremblements de terre et les volcans visibles sont provoqués par les mouvements invisibles des plateaux continentaux flottant sur le coeur central de la lave. L'analyse des tremblements de terre suppose l'analyse cachée de ces mouvements. Il en va de même de l'économie, qui dispose de 5 plateaux du même type :
- la fin du communisme, que l'on pourrait aussi *présenter comme le début de l'idéologie concentrée et unique* (J.F.)
- le passage d'une ère technologique dominée par les industries de matière grise, de moins en moins dépendantes des contraintes géographiques,
- la bombe démographique (bombe D),
- la globalisation de l'économie,
- une ère dans laquelle il n'y a pas de puissance militaire, économique et politique dominante.

On pourrait ajouter un sixième plateau, celui de la perte progressive des concernements collectifs (J.F.).

« L'équilibre ponctué » témoigne de l'évolution normale de l'homme, qui n'est pas visible à l'échelle de temps d'un homme. Si les dinausores ont disparu, alors qu'ils dominaient la surface de la terre il y a 130 millions d'années, c'est qu'un phénomène spécifique est apparu (peut-être des émanations sufureuses) dont certaine espèces ont su s'accommoder et pas d'autres. Pendant les périodes d'équilibre ponctués, tout est en flux, le déséquilibre devient la norme et l'incertitude règne.

b) Le magma économique

Les plateaux économiques flottent dans la mixture fluide de la technologie et de l'idéologie. Le capitalisme a besoin d'une source d'énergie inanimée et il ne peut pas naître avec les seules forces animales ou humaines. La machine à vapeur était le chaînon manquant pour valider les inventions de Vinci. Dès lors, les outputs ont pu croître plus que proportionnellement par rapport aux inputs. L'accumulation du capital et sa propriété devenaient centrales dans le développement de l'énergie mécanique. L'électricité permit seulement des formes plus décentralisées de production. Les capitalistes étaient alors les généraux aux commandes du capitalisme. Ils louaient les troupes (travail), promouvaient les officiers (managers), décidaient de l'endroit de la bataille (production) et de l'endroit de l'action (les marchés), choisissaient les armes (technologies) et définissaient les résultats (profits ou pertes). Les travailleurs n'avaient aucun rôle décisionnel. Les propriétaires contrôlaient l'ingrédient clé du nouveau système, à savoir le capital. Rien n'a vraiment

changé depuis lors sur l'essentiel. Le capitalisme a pourtant besoin d'une nouvelle idéologie, car Dieu n'aime pas les riches. L'idée que la maximation de la consommation personnelle est centrale dans le bien-être personnel est un principe vieux d'à peine deux siècles. Sans cette croyance fortement ancrée, la structure d'encouragement du capitalisme n'a pas de sens, de même que la croissance économique telle qu'elle est encore conçue.

En période d'équilibre ponctué, les nouvelles et vieilles technologies et idéologies ne fonctionnent plus. Cependant, les nouvelles technologies altèrent les croyances et offrent de nouveaux choix. Les sociétés sont florissantes quand les technologies et les croyances sont congruentes. Pour les Egyptiens, le centre de la vie, c'était la mort, celle-ci ouvrant à une autre vie. Le pharaon se préoccupait d'abord de sa vie éternelle après la mort et il créait les pyramides. Le peuple moyen s'en préoccupait aussi, mais avec de bien faibles moyens. Les biens collectifs étaient fondamentaux et les besoins ou opinions personnels n'étaient pas valorisés. Le développement de l'agriculture va aussi avec la discipline nécessaire pour mettre en place des systèmes d'irrigation. Seule comptait la vie éternelle.

Les romains, moins prolifiques que les gaulois, plus petits que les germains, plus faibles que les espagnols, pas plus riches ou astucieux que les africains, inférieurs technologiquement aux grecs, avaient la capacité de l'organisation et une vocation pour la domination. Leurs système de communication, de commande et de contrôle étaient superbes et si leurs armes n'étaient pas meilleures que celles de leurs ennemis leurs stratégies étaient déjà très élaborées. Par contre, leur idéologie était réduite, faiblement concernée par la vulgarité des affaires commerciales (les sénateurs ne pouvaient d'ailleurs exercer une activité de ce type), peu intéressée par les esclaves et encore moins par le travail. Les subventions alimentaires étaient courantes et le juste prix était la règle. Le succès militaire était le fondement du système, et non pas le revenu, le patrimoine ou le rôle dans la vie économique. La richesse n'était pas un but. Le don était un acte de puissance, donnant, pour les immeubles, une forme d'immortalité. Les romains n'avaient pas de luxes privés, mais ils aimaient la magnificence publique. Leur empire était donc fondé sur d'autres valeurs que celles du capitalisme.

Les chinois avaient une technologie plus évoluée qu'en Europe, comme les hauts fourneaux, les pistons pour faire l'acier, la poudre, les canons, le compas, le papier, les ponts à suspension, la porcelaine, l'imprimerie, la charrue en métal, le collier des cheveaux, le semeur mécanique, la maîtrise de l'énergie produite par le gaz naturel, le système décimal, le zéro, les alumettes, etc. Ils auraient pu conquérir le monde. Mais ces technologies étaient perçues comme une menace par les nobles et les innovations étaient interdites. Les textes canoniques de Confucius donnaient la solution de tous les problèmes.

Le capitalisme a eu recours au financement étatique des infrastructures de l'Etat. Il a besoin dans sa logique interne de ce qu'il renie souvent. L'Etat représente souvent l'intérêt du futur par rapport au présent, mais il procède à l'inverse depuis quelques décennies. Comme la matière grise constitue l'avantage compétitif décisif, les firmes devraient inclure de plus en plus de force de travail qualifiée dans leur organisation, mais avec la crise, elles font l'inverse. Elles n'ont aucune loyauté envers leurs travailleurs. La question est de savoir comment le système capitaliste peut fonctionner alors que l'intelligence ne peut pas être appropriée. Comment les Etats peuvent-ils renforcer leurs règles quand les firmes se délocalisent ? Comment les organisations économiques internationales peuvent-elles fonctionner sans un leader ? Il existe un conflit entre l'idée égalitarienne de la démocratie (un homme, un vote) et l'inégalité revendiquée par le capitalisme, que la société du bien-être (*welfare*) a cherché à réduire progressivement, notamment dans un cadre de réflexion keynésienne. Les exclus développent de nouvelles valeurs (le fondamentalisme religieux, par exemple) et ils recherchent de nouvelles organisations. Nous sommes donc à une période de d'équilibre « ponctué ».

II. Les facteurs de crise mondiale

Presque partout apparaît l'inégalité. Pendant la guerre, les écarts des revenus américains étaient réduits. Mais après cet effort collectif, la tendance s'est inversée.

a) Le développement des inégalités

Pendant les 30 Glorieuses, les revenus ont tendu à réduire leurs inégalités, mais depuis 1968, ce phénomène s'est inversé. Ces inégalités se développent entre les groupes sociaux et selon les régions, la race, les études. Les vainqueurs prennent toute la société (*« the winners take all the society »*). Les femmes n'ont pas encore accès aux plus hauts revenus. En fait l'écart s'accroît non pas en fonction des diplômes, mais à l'intérieur de chacune des catégories, à l'intérieur de chaque secteur. La part de la fortune des 1% les plus aisés représente 40% de la fortune américaine, ce qui est le double de celle du début des années 1970; elle revient à ce qu'elle était en 1920 avant l'introduction de la progressivité de l'impôt.

Pour la plupart des salariés, on assiste à une réduction des salaires réels, ; il est passé aux Etats-Unis de 34 000 dollars à 30400 dollars entre 1973 et 1993, alors que le PNB par habitant augmentait de 29%. Les diplômés de collèges entre 44 et 45 ans ont même subi une réduction d'un bon tiers de leurs salaires. Les salaires de départ sont moins élevés et les perspectives de carrières ont aussi diminué.

Les entreprises connaissent aussi la crise. De la fin des années 1980 au début des années 1990, elles ont perdu plus de 2,5 millions d'emplois, comme réponse à la récession. Des coupes permanentes ont été annoncées et la nature du travail occupé a baissé de statut. Les firmes ont cherché à conserver leurs consommateurs et leurs profits, tout en réduisant leur main d'oeuvre de 10 à 30%, ce qui souvent n'était même pas justifié par une augmentation considérable de la productivité. La réduction de la taille des entreprises est une technique de réduction des salaires, qui n'aurait pas pu être réalisée dans les grandes compagnies. Ainsi, les oligopoles n'ont pas eu à payer le coût social, les réductions de salaires étant souvent provoquées chez leurs fournisseurs ou dans les sociétés *ad hoc* créées à cette fin par elles. Cette vague de réduction de taille résulte aussi d'un nouveau contrat social entre les propriétaires et les travailleurs, fondé sur la disparition du socialisme et la menace économique des syndicats forts. La seule limite à la réduction de salaire, c'est l'expression de la demande solvable sans laquelle aucune affaire n'est réalisable. Ce processus qui a commencé aux Etats-Unis se développe aussi en Grande-Bretagne, la plupart des grandes firmes annonçant des plans de licenciements. Dans la première vague américaine, 12% ont quitté le marché de l'emploi et 17% sont toujours au chômage. Sur les 71 restants, 31% ont eu une réduction de 25% de leurs salaires, 32% ont eu un salaire décru et seulement 37% n'ont pas eu de réduction de salaire. On a développé les travailleurs précaires, saisonniers, à mi-temps, à contrat déterminé. Même les grandes sociétés emploient maintenant, en fonction de leur demande, des personnels sans statut maison. Il en résulte l'existence d'un *lumpen prolétariat*, soit 800000 personnes aux Etats-Unis chaque jour, mais 7 millions de personnes concernées sur les cinq dernières années. La qualité des soins médicaux prodigués à la population américaine a baissé inexorablement pour les plus pauvres, et même pour la classe moyenne.

La famille conserve sa viabilité économique, alors qu'elle subit des forces de désintégration. Les femmes apportent maintenant leur écot au revenu familial. Aux USA, 32% des hommes de 25 à 34 ans ne peuvent assurer à leur famille de 4 personnes un revenu supérieur à celui de la ligne de pauvreté. Il en résulte moins de familles et moins d'enfants. Le coût éducatif des enfants est devenu très élevé, d'autant qu'il constituent une charge de plus en plus longue dans le temps. Quand les hommes quittent leur famille, leur niveau de vie croît de 73% alors que celui de leur famille décroit de 42%. La famille est une institution à la fois en flux et sous pression. Le lumpen prolétariat n'intéresse personne politiquement. Par contre, la classe moyenne, qui sait ce qu'elle peut aspirer, est plus exigeante. Mais la crise la rend morose et difficile à gouverner.

Les salaires ont tendance à diminuer partout en Europe, les législations fiscales et sociales deviennent de plus en plus contraignantes et de moins en moins intéressantes. On assiste à la fois à la réduction des salaires réels et au développement du chômage. Certes, il existe l'économie souterraine (*black economy*), notamment dans les pays d'Europe du Sud. Cependant, pour les gens en âge de travailler, 77% ont un emploi aux Etats-Unis contre 67% en Europe. Le chômage est largement concentré sur les jeunes et l'Europe ne crée plus d'emplois, aucun entre 1973 et 1994, contre 38 millions aux Etats-Unis. Avec des généreuses allocations chômage, il y a moins d'intérêt à prendre un métier, surtout si celui-ci offre un salaire réduit. Le SMIC de 1215 dollars par mois ne favorise guère le processus de l'emploi. L'Allemagne a pourtant de bons résultats dans ce domaine. Cependant, la flexibilité y est supérieure.

Le capitalisme s'adresse prioritairement à ceux qui disposent d'un pouvoir d'achat et il s'adapte rapidement aux modifications de celui-ci. La classe moyenne a des problèmes, alors les entreprises qui s'intéressent à elle connaissent des difficultés (Macy's). Techniquement, le magasin de détail devrait fermer aux Etats-Unis. Il ne lui reste qu'un service personnalisé qui sera bientôt mis en place. La télévision s'adapte aux téléphages et oublie sa vocation culturelle.

b) La fin du communisme

Plus d'un tiers de l'humanité vivait sous le communisme, il y a moins d'une décennie. La réponse économique par la thérapie de choc a été socialement très dure. Cependant, la Russie n'est pas sans ressources. A terme, le pétrole de la Mer Caspienne peut devenir aussi importante que le Golfe Persique. En termes de compétitivité, ce qui est rentable en Russie ne l'est pas en Norvège. Les produits russes sont compétitifs, mais ils souffrent des contingentements européens. Les prix, dans certains secteurs, sont parfois divisés par 3 ou 4 par rapport aux prix internationaux, comme la laine, par exemple. L'Ukraine va devenir à nouveau une terre agricole compétitive. En outre, la Russie dispose de grands scientifiques, qui ne coûtent que 1200$ par an, contre 75000 dollars pour un américain. Tous les systèmes ont de bonnes choses et de mauvaises choses. Le communisme avait un bon système scolaire, un merveilleux Bolchoi. Des millions de personnes connaissent plus de choses que l'américain moyen. A terme, cette culture peut devenir un atout essentiel.

La Chine comprend 1,2 milliard de chinois. Le taux de croissance y est élevé, même s'il est moindre que celui qui est officiellement déclaré, du fait d'une sous-évaluation de l'inflation. Le communisme a investi de nombreux projets aux mauvaises places pour de mauvaises choses, que les chinois ne voulaient pas eux-mêmes. Ces projets continuent d'ailleurs à perdre de l'argent et ne survivent que de subventions. Des entreprises recevaient gratuitement leurs matières premières et les services n'étaient pas jugés productifs ; ce qui fait qu'ils ne sont pas toujours comptabilisés et ils ne sont pas favorisés, ni développés. Actuellement, le taux de croissance est élevé, car ce sont les gains les plus faciles à développer, mais cela ne devrait pas toujours continuer. Les inefficacités du communisme ne sont pas encore éliminés et ils peuvent créer des goulots d'étranglement. La location des logements ne représentait que 1% du revenu des chinois, ce qui ne paie même pas le chauffage. Il faudra donc bien augmenter les loyers, puis les salaires et provoquer ainsi une réduction de compétitivité. Des efforts massifs de fertilisation, transport, communication, électrification, vont conduire à des mouvements des zones rurales vers les zones urbaines. Or, il faudra en même temps, maintenir la paix sociale, alors que les coûts sociaux seront croissants. Il sera sans doute nécessaire de maintenir le paysan au niveau de subsistance, non relié à l'économie monétaire. La Chine devra investir fortement sur de nouvelles infrastructures. Mao souhaitait l'autarcie régionale. Alors que la Chine dispose de ports et d'aéroports, ils sont sous-utilisés car ils sont installés aux mauvaises places. Elle doit investir dans la métallurgie légère, dans l'infrastructure et l'agriculture. La croissance de la Chine n'est pas encore si assurée qu'on veut bien le dire et

son pouvoir d'achat est 25 fois inférieur à celui du Japon. Cela devrait prendre un siècle avant que son développement soit équivalent à celui du Japon, même si la Chine constitue déjà une puissance militaire de premier ordre, du fait de l'effet taille. Quatre raisons peuvent expliquer ce succès :

- La Chine, très pauvre encore, continue à épargner et à investir un haut pourcentage de son PNB (près de 40%). L'investissement étranger y est important, principalement pour sa technologie et son management, mais il n'est pas non plus essentiel.
- La Chine a un gouvernement, toujours communiste, puissant. La transition est difficile, et l'Etat doit être fort. La Chine a limité ses expériences au marché sur des zones économiques spéciales, avec une certaine graduation. La privatisation est venue progressivement, celle des logements commence seulement. Le capitalisme a besoin de bien connaître les propriétaires, ce qui n'est pas toujours le cas pour les pays socialistes en transition.
- Les chinois d'outre-mer ont aussi été très utiles, les managers locaux étant souvent bureaucratico-militaires. Le même problème existe en Russie
- 18% seulement des chinois étaient dans les grandes entreprises d'Etat, contre 93% pour la Russie. La Chine possède de grandes usines, souvent données par l'URSS, mais elle dispose aussi de PME. Elle n'a donc pas le problème des dinausores industriels à régler, mais plutôt celui des fermes collectives (72% de la population). Au fond, le Russie a souffert de l'intérêt que Staline a pris aux entreprises Ford dans les années 20, qui sont ensuite devenu un dogme du développement économique et industriel socialiste. Les monopoles ne conduisent pas à la concurrence. Maintenant que l'URSS est divisée en 15 pays, la localisation pose problème. Mao préférait les expériences de l'autarcie héritée de la guerre contre le Japon. Il en résultait des pertes conséquentes d'économie d'échelle, mais aussi ce système est plus facile maintenant à privatiser. La Chine se doit de copier.

La fin de l'import-substitution et du socialisme dans le Tiers-Monde est maintenant consacrée. Les économistes qui ont une influence intellectuelle sont souvent les esclaves d'économistes defunts. Prebish a souhaité l'import-substitution, mais elle n'a jamais bien fonctionné. Les pays qui ont exporté ont bien mieux réussi.

La géographie politique a complètement chnagé, avec de nouvelles nations et de nouveaux conflits. On parle de plus en plus d'une gendarmerie mondiale. Le développement des régionalismes pose aussi problème, en même temps que se développent des zones économiques d'intégration. Le capitalisme et la démocratie n'ont plus de concurrents. Il n'y a plus de monopole de la violence, ni de puissance décisive. Le capitalisme reste seul.

c) Une ère d'industries de « matière grise »

La théorie des avantages comparatifs a expliqué le développement du commerce international du 19ème siècle. D'abord, les grandes entreprises étaient fondées sur les ressources naturelles. Lorsque le pays s'enrichit, il devient de plus en plus le récepteur des productions capitalistiques, puis il élargit sa compétitivité aux industries nécessitant beaucoup de matière grise. Les ressources naturelles ont perdu beaucoup de leur pouvoir compétitif, et le Japon a pu avoir une industrie d'acier dominante sans charbon et sans fer. Actuellement, la bio-technologie révolutionne l'agriculture. Les travailleurs des pays riches ne travailleront plus avec plus de capital, mais disposeront d'une meilleure productivité et des salaires plus élevés. Actuellement, la connaissance et la compétence sont les sources quasi uniques de l'avantage comparatif. Ceux qui inventent les produits bénéficient de la première période de forts profits et de hauts salaires. Puis vient la compétition. Il faut être le leader des technologies.

L'avantage comparatif ne bénéficie pas à tous, comme le dit la théorie traditionnelle. Pour celle-ci, il n'y a pas de chômage à terme ; les coûts de transition sont nuls, il n'y a pas de régions spécifiques, les retours sur investissement sont supposés égaux, l'Etat n'intervient pas, la concurrence est quasi parfaite. Or, si ce n'est pas un jeu à somme nulle, ce n'est pas pour autant un jeu sans perdants. Le commerce peut créer du chômage et il

modifie les salaires et les profits. Il n'y a pas d'équilibres instantanés à salaires égaux dans le monde. Les docteurs américains ont un salaire supérieur à celui de leurs homologues anglais, sans qu'il soit pour autant fait état d'une efficacité supérieure. La compétence et la connaissance ne dépendent pas des ressources naturelles, mais de l'éducation et des investissements correspondants. Ils permettent le développement des transports, des communications, de l'information. Ils favorisent la gestion des sociétés multinationales, qui choisissent leurs implantations avec moins de contraintes géographiques. On doit inclure les services, mais la catégorie « service » est trop hétérogène pour être une catégorie intéressante. Celle-ci propose des salaires d'un tiers inférieur à ceux de l'industrie, mais les plus hauts salaires lui appartiennent. Actuellement, la compétitivité des pays se fait sur les services à haute compétence et à fort monopole. Microsoft est l'exemple type de ce processus. Toute la hiérarchie des décisions en est modifiée, par plus de flexibilité et de rapidité. L'éducation devra à la fois intégrer l'altruisme (financement public) et l'égoïsme (financement partiel), afin d'éviter que les riches soient les seuls compétitifs. Les investissements éducatifs ont des taux de retour deux fois supérieurs à ceux des équipements et installations industrielles. La question est ensuite de savoir quel type d'éducation est nécessaire, à qui, sur quelle échelle. Les stratégies technologiques deviennent essentielles, ce qui est vrai en sport l'est aussi en économie. C'est pourquoi on assiste à un rôle public accru dans ce domaine.

Les nouvelles technologies de communication transforment les communications (le fameux C3, à savoir les communications internes, les commandes et les fonctions de contrôle) du monde des affaires. Le C3 est toujours modelé comme au XIXème siècle. Les communications modernes font de l'organisation actuelle des sociétés des reliques du passé. On doit trouver de nouvelles formes organisationnelles. Tout dépend du traitement et de la rapidité de l'information diusponible. Il existe maintenant un village mondial électroniquement interconnecté. Toute l'information mondiale est disponible, il faut seulement savoir où la chercher, comment la régler, la contrôler, l'orienter.

d) Les menaces de la démographie

Si les taux de naissance annuels sont encore de 2,9%, le taux de mortalité est descendu à 0.99%. On assiste à une véritable révolution démographique. La Banque mondiale estime qu'il y aura plus de 8,5 milliards d'habitants en 2030, contre 5,7 milliards actuellement, mais 2,8 milliards personnes supplémentaires naitront dans des pays avec moins de 730 dollars par an. Les matières naturelles peuvent venir à manquer, il faudra désaliniser l'eau et engager des investissements que seuls les pays riches pourront financer. Le malthusianisme sera de retour et de nombreuses populations seront dans un état de malnutrition avancée, notamment dans l'Afrique tropicale. Les taux de naissance ont décru surtout en Chine; dans d'autres régions africaines, asiatiques ou latino-américaine, le PNB par habitant ne croît plus, avec une augmentation de la population de l'ordre de 2 à 3% l'an. Le standard de vie américain demande 700 tonnes de minéraux, 4000 barils de pétrole, 25 tonnes de produits alimentaires et 28 tonnes de produits animaux. Il faut engager 250 000 dollars d'investissement pour l'éducation, les infrastructures et les équipements jusqu'à ce que l'américain soit assez vieux pour travailler. Les populations qui connaissent le plus fort taux de modernisation, de santé et d'éducation sont aussi celles qui décroissent, même si le Golfe persique est un contre exemple. Tous ces chiffres montrent que la misère ne sera certainement pas éradiquée si ces trends ne sont pas modifiés d'ici à l'an 2030.

Les mouvements de population se développent. Si 7,9 millions de personnes ont légalement émigré dans les années 1980 aux Etats-Unis, 7,3 millions d'américains ont immigré ; on compte 3,4 millions de clandestins, malgré la forte surveillance des frontières mexicaines. 9% des américains sont nés à l'étranger (25% de californiens).

Le vieillissement de la population menace de bien-être social, les finances publiques et les investissements collectifs. En 1900, 4% des américains avaient plus de 65 ans. Il y en a 13% maintenant. Quand il y aujourd'hui 4,5 travailleurs pour payer une retraite, il n'y en

aura que 1,7 en 2030. Dans les pays de l'OCDE es dépenses sociales pour les plus de 65 ans sont 5 fois supérieures à celles de la population entre 15 et 65 ans. L'âge de la retraite s'accompagne souvent d'une augmentation réelle des revenus, et une fortune moyenne de 222000 dollars contre 66000 pour ceux qui sont âgés de 35 à 44 ans. Les jeunes ont les revenus les plus faibles et constituent les bataillons des pauvres, alors même que les dépenses sociales vont plutôt vers les vieux. Ce qui est susceptible de créer des conflits intergénérationnels.

La réforme du système social de bien-être doit être entreprise. Les transferts de ressources ne sont pas toujours bien contrôlés (problème de l'incidence) et il arrive que les plus pauvres subventionnent les plus riches. Il faut garantir les revenus au-dessus de la ligne de pauvreté. L'âge de la retraite devrait être plus élevé, mais ce n'est pas très populaire. Il devient de plus en plus difficile de financer un système où l'espérance-vie augmente et l'âge de la retraite diminue. On pourrait demander aux américains de financer eux-mêmes directement leurs retraites, mais leurs valeurs mobilières restent faibles, car ils préfèrent recevoir l'argent immédiatement plutôt que de l'épargner pour la retraite. Une crise majeure est à craindre. Les employés ont réduit leurs pensions de retraite de moitié aux Etats-Unis depuis 1980. A Singapour, ce ne sont pas les jeunes qui paient pour les vieux, mais une épargne forcée de 20% des revenus (+20% des employeurs) utilisés pour la santé, l'éducation, le logement et la retraite. Les retraités d'aujourd'hui sont les grands vainqueurs de cette redistribution. En Suède, dans les années 60, les vieux recevaient six fois plus que ce qu'ils avaient contribué et on pense qu'en 2010, ils ne toucheront que 80% de leurs contributions. Cependant rien ne peut être plus important pour les vieux que le succès des jeunes.

III. Une économie mondiale

Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité n'importe quel produit peut être fabriqué et vendu n'importe où. On fabrique là où les coûts sont les moins élevés et on vend là où les produits sont les plus chers. Aucun attachement sentimental à une région n'intervient. Les coûts de transport et de communication ont considérablement baissé, ainsi que son temps de réalisation. Les nouvelles technologies modifient l'économie mondiale. Le temps de l'isolationnisme américain est révolu. Avec la mort du communisme, les anciennes menaces sont dépassées. La conversion des industries militaires soulève des problèmes particuliers et suppose des ajustements économiques douloureux. Il en a résulté des pertes économiques importantes. Tout le monde est maintenant concerné par la mondialisation de l'économie, même nos pensées.

a) Le développement des blocs régionaux

Il existe un développement des blocs commerciaux régionaux. Le passage de l'économie nationale à l'économie mondiale est un saut peut-être trop grand à faire. Les blocs commerciaux se sont donc constitués, conduisant d'ailleurs souvent à des trends contradictoires. De plus en plus de libéralisme économique est donc progressivement introduit, même si chaque bloc se protège encore des autres. Si le libre-échange se développe, l'idée d'un marché contrôlé est aussi forte et concrètement réalisée. La plupart des pays en développement ont à négocier leur accès aux marchés mondiaux les plus riches. Or, l'absence de développement dans les pays de l'Est et du Sud peut conduire à un afflux d'immigration. Les pays d'Amérique Latine souhaite rejoindre l'ALENA, au même titre que les pays de l'Est souhaitent intégrer l'Union Européenne.

L'ALENA est dans la moins bonne situation actuelle, avec la crise financière du Mexique. Les USA sont obligés d'entreprendre des actions financières importantes, pas très populaires, qui affaiblissent le dollar, conduisent à une récession du Mexique et coûte 1,3 million d'emplois aux USA (750000 pour les mexicains avec la politique d'austérité recommandée par le FMI). Le Canada n'a pas non plus une situation économique

privilégiée, avec un déficit public 3 fois supérieur à celui des USA et un intérêt de sa dette fédérale qui représente 40% de ses dépenses totales. Le déficit commercial est proprotionnellement deux fois supérieur à celui des Etats-Unis et le dollar canadien s'effondre plus vite que le dollar US. Les chances du NAFTA (nom américain de l'ALENA) de survie à long terme ne sont pas si bonnes, même si des considérations d'union politique peuvent encore faire surmonter les limites. Le libre-échange est douloureux, il réduit les salaires, les prix, les investissements sociaux, les emplois. Les gouvernements se proposent de convaincre leurs électeurs d'entreprendre de douloureuses restructurations. L'Union Européenne est un moyen de lutter contre les guerres entre l'Allemagne et la France et sans une vision politique elle ne survivrait pas. Les pays d'Amérique Latine discute la mise en place du FTAA (Free Trade Areas of the Americas ou Zone de Libre Echange des Amériques) et lorsque certains critères seront accomplis, un par un, les pays d'Amérique latine rejoindront le NAFTA.

Le Pacific Rim semble être mieux servi, même s'il ignore certains pays comme le Vietnam, les Philippines, le Laos, le Cambodge ou Burma. Pour les années 1990, il a cependant cru moins vite que les Etats-Unis. En 1994 à Bogor, 18 pays du Pacific Rim (USA, Canada et Australie compris) ont promis de créer une zone de libre-échange dès 2020 (APEC, Asia-Pacific Economic Cooperation). Or, 2020, ce n'est pas demain. Il n'y a pas vraîment de consensus. L'inclusion des Etats-Unis dans le groupe, c'est le cheval de Troie, car ce pays n'a pas d'intérêt à la cohésion commerciale des pays asiatiques. La division est la règle du jeu. Or, les Etats-Unis sont incontournables comme principal marché commercial de la zone, tout comme le Japon l'est au niveau financier. Quand la CEE s'est constituée, elle n'avait pas de pays dominant, le consensus était possible, ce qui n'est pas le cas du NAFTA. Le Japon est un géant économique, mais un pygmée militaire, alors que la Chine, grande puissance militaire, reste un pays en voie de développement. L'APEC est un mirage, celui de croire que les choses évoluent quand elles n'existent même pas. Le Japon connaît une récession depuis 1991, avec le crash de son marché financier. Pourtant, ce pays conserve les principes fondamentaux à long terme de succès économique. Les Etats-Unis sont redevenus le pays n°1 dans de nombreux secteurs, et ce au détriment du Japon. La rudesse de la compétition leur sied, mais ils ne corrigent toujours pas leur faible taux d'épargne et d'investissement. La situation pourrait empirer rapidement, d'autant que le système éducatif n'est pas très performant.

b) Des challenges de la mondialisation aux politiques économiques nationales

La mondialisation crée un un court-circuit fondamental entre les institutions politiques nationales et le contrôle de l'économie. La mondialisation suppose que les forces géoéconomiques internationales dictent les politiques économiques nationales, les gouvernements perdant alors leurs leviers de contrôle. L'effort des Etats-Unis pour contrôler le dollar a conduit au marché de l'euro-dollar. Chaque effort de régulation nationale provoque une réaction puissante des groupe transnationaux. Le gouvernement japonais a essayé de prévenir le commerce de dérivés financiers complexes qui faisaient évoluer l'indice Nikkei à Tokyo. Le commerce s'est exporté à Singapour. L'ère de la régulation nationale est dépassée. Les activités vont là où il n'y a pas de régulation et les relocalisations sont souvent réalisées sans mouvements physiques, notamment en matière d'assurance ou d'activités financières. Or, le faible contrôle des mouvements financiers peut être catastrophique, mais avec le développement des communications et des ordinateurs il est difficile d'imaginer le renforcement du contrôle du capital. Les gouvernements sont maintenant en concurrence au niveau de leurs lois, de leurs impôts, des avantages offerts, de leurs infrastructures. En se localisant aux USA, Mercedes et BMW réduisent le montant à payer pour le financement des retraites allemandes. l'UE essaie de régulariser ses dépenses sociales, ses impôts, ses taxes, mais ce n'est pas

toujours facile, ni rapide. Dans la mondialisation, les pressions sont toujours vers le bas, jamais vers le haut.

Pourtant la régulation mondiale ne remplace pas encore la régulation nationale, notamment ce qui doit être régulé et comment. L'unanimité est presque exigée. Les organisations internationales (OMC ou FMI) sont au coeur de ces actions géo-économico-politiques. Les décisions prises pour l'OMC devraient d'après ces organisations rapporter au monde entre 140 et 274 milliards de dollars jusqu'en 2002. *Ce qui est impressionnant certes, mais ne représente, au mieux, que 1% du PNB mondial (J.F.).* Ces gains sont trop faibles pour être significatifs. se permet réciproquement, quelles sont les règles qu'il faut mettre en place ayant une valeur universelle.

La protection n'est pas toujours condamnable, notamment lorsqu'elle touche au secteur culturel. La question des protections européennes en matière d'ordinateurs, de téléphones, de télévision, d'art, de cinéma est importante et un quota de 40% pour les exportations américaine est discutable. Avec les satellites et l'électronique, le monde a sans doute passé le point de non retour pour le maintien de l'exception culturelle. La vente de la propriété industrielle est maintenant de toute première importance. Cependant, une économie mondiale encourage les stratégies individualistes *(free riding).* Pourquoi donc un pays financerait-il la R&D si toutes les firmes peuvent les utiliser partout librement dans le monde ? Les pays vont avoir tendance à financer d'abord le développement et beaucoup moins la recherche. Il faudrait peut-être mettre en place une Fondation mondiale, mais ce n'est pas aisément acceptable politiquement. Les firmes multinationales pourraient se substituer progressivement au financement public.

Le monde a besoin d'un nouveau système commercial qui corresponde à la réalité multipolaire du monde d'aujourd'hui. L'OMC devrait développer ces nouvelles règles, mais la règle « un pays égal un vote » limite son poids. Actuellement, les règles sont souvent édictées par Bruxelles qui a le plus grand marché au monde. Elles sont destinées à régler les problèmes européens et elles seront copiées par les autres pays. La Banque mondiale doit financer les infrastructures des pays développés, mais elle finance souvent les projets qui de toute manière auraient été rentables. L'apport n'est pas toujours clairement établi.

En Europe, l'objectif est de soutenir l'économie, dans le monde, c'est plutôt l'idéologie. Des politiques de coopération sont nécessaires et elles impliquent la perte d'une partie importante de la souveraineté nationale. Les gouvernements ne peuvent plus agir indépendamment dans la sphère économique, car les taux d'intérêt, les balances budgétaires, les systèmes microéconomiques de régulation publique dépendent dorénavant de la coopération ou de la concurrence. Or, la mondialisation n'est pas un processus démocratique, puisque les bureaucrates européens ou les étrangers exercent une influence considérable sur la vie nationale.

IV. Un monde multipolaire sans puissance dominante

A la fin de la dernière guerre mondiale, l'économie américaine était l'économie mondiale, chacun étant obligé de lui acheter ou de lui vendre. Les Etats-Unis étaient en outre le grand leader militaire contre l'avancée communiste. Le Plan Marshall a permis à l'économie américaine de fonctionner, de se trouver des acheteurs. Les objectifs américains étaient à la fois altruistes et égoïstes, notamment par la peur du communisme sur l'Europe. Le système de Bretton Woods repris ce qui avait bien fonctionné dans le marché américain. La loi était américaine. Les Etats-Unis ne demandèrent même pas la réciprocité. Les japonais purent ainsi limiter l'accès aux produit américains et empêcher la propriété américaine des entreprises japonaises, alors qu'une telle limitation n'était pas demandée pour le Japon. Le gouvernement japonais fonctionnait comme un acheteur monopsonique de technologie, à des prix faibles, en insistant sur le fait que les licences puissent être données à tout le monde. Au fond, les américains s'intéressaient surtout à la lutte contre le communisme.

a) Les Etats-Unis, une puissance affaiblie

Les Etats-Unis ont été jusqu'en 1983 les importateurs au monde. L'idée des pays étaient de ressembler à leur modèle américain, au moins au niveau de la production des richesses. Si les Etats-Unis représentaient plus de 50 % du PNB mondial en 1944, ils ne représentent maintenant que moins de 25%. et ce n'est plus que le second marché mondial. Avec l'implosion de l'URSS, c'est aussi la fin de la police d'une partie du monde. Les autres pays n'ont plus besoin de la protection militaire américaine, même si les forces militaires restent encore en place. Le problème est plus à la prolifération des armes nucléaires et au développement du terrorisme. Les interventions actuelles marquent le rôle prééminent des Etats-Unis.

Le déficit commercial américain reste préoccupant. Pour l'instant, on constate que le dollar n'est pas à sa parité de pouvoir d'achat. Un dollar réduit augmente le prix des produits étrangers (une réduction de 5% du dollar conduit à une augmentation des prix de l'ordre de 0,2%), tout en réduisant l'influence de l'Amérique. Pour un contribuable, c'est comme s'il devait payer une taxe pour ses activités extérieures, comme une subvention au monde. La même perte de pouvoir apparaît dans le secteur privé, avec une réduction de la puissance des banques nationales et des actifs financiers moins chers et valorisés. Les investissements à l'étranger deviennent plus chers pour les Américain, à l'inverse de celui des étrangers aux Etats-Unis. Un faible dollar n'a rien fait pour réduire le déficit commercial des Etats-Unis. Le monde à abandonner les réserves en dollars, refuser d'utiliser le dollar comme base de paiement, limiter les investissements aux Etats-Unis et demander le remboursement des prêts déjà consentis. Ces menaces réduisent la puissance et le leadership des Etats-Unis. Le maintien de la puissance des Etats-Unis va de pair avec celle du dollar et sa position de monnaie de réserve mondiale. Or, si tous les Etats engagent des politiques difficiles dans ce domaine, les Etats-Unis en restent encore au « *benign neglect* ».

En 1995, les Etats-Unis se trouvent dans une bonne configuration. Ils importent 12% de leur PNB, les produits importés produisent seulement 1,2% d'inflation, car avec 33% de réduction de la valeur du dollar, 11% d'inflation supplémentaire a ainsi été créée. Dans ce cas, les Etats-Unis n'ont pas eu intérêt à maintenir un dollar fort. Cependant, il reste les dettes, avec une réduction de la valeur des actifs financiers, une baisse d'influence et moins de leadership. L'OMC sera plus indépendante des Etats-Unis. C'est la fin de l'internationalisme américain. L'isolationisme n'a pas vraîment beaucoup de chance de se réaliser, malgré les tentations. Les Républicains veulent se désengager, notamment des Nations Unies, de la Banque mondiale, des banques intercontinentales, de l'aide à la Russie. Le leadership suppose des fardeaux et du pouvoir. Un leader ne peut pas, dans une démocratie, ne se préoccuper que de lui-même.

b) L'absence de leader de remplacement

Tout le système fonctionne sans véritable leader. Il faut des buts à une société pour faire quelque chose de grand, la volonté de faire un empire pour les romains, par exemple. Or, les idéologies disparaissent, les religions s'affaiblissent ou se divisent. Ni le capitalisme, ni la démocratie ne se présentent comme des idéologies unificatrices. Il n'y a pas de buts communs, qui fondent l'action de chacun, lorsqu'on insiste toujours sur l'individu et non sur le groupe. Pendant longtemps le capitalisme a eu une identité avec la peur du communisme. Maintenant, les régionalismes réapparaissent et les visions des hommes politiques se sont rétrécies. Les nouvelles technologies de l'information rendent encore plus difficile le leadership, car elles réduisent le mystère et l'autorité. Des *leaders* sans *followers* ne sont pas de vrais leaders.

Le Japon pourrait être aussi un candidat, mais il n'a pas de poids politique et militaire. Le yen n'est toujours pas une monnaie de réserve dominante. Un leader global

doit avoir une économie et une société qui dominent. L'Indonésie et la Chine qui avaient leurs dettes en yens se sont plaints de la hausse irrémédiable du yen. Le Japon est fermé sur lui-même et il est difficile de venir dans ses Universités. Le Japon connaît actuellement un grand écart entre son PNB par habitant exprimé en dollars courants (46600$) et en parité de pouvoir d'achat (20500$). Les japonais sont très riches dans le monde, mais seulement aisés à l'intérieur. Les fabricants d'automobile japonais perdent 1000 dollars par unité, mais ils couvrent ainsi leurs coûts marginaux et conservent leurs 3 millions de consommateurs américains, avec parfois de douloureux ajustements. En fait, le Jappon n'a ni le pouvoir économique, ni le pouvoir militaire d'un leader. Quant à l'Europe, elle est encore trop divisée politiquement et trop faible militairement pour y accéder.

c) La crise du commerce Etats-Unis- Japon

Le commerce mondial est dominé par la ligne du surplus japonais et du déficit américain. Les Etats-Unis pourraient financer un large déficit commercial avec le Japon en obtenant un surplus équivalent avec le reste du monde. Qui peut financer ce déficit ? Personne. Cela veut dire que les pays du monde ne doivent plus acheter japonais, comme les mexicains l'ont fait lorsqu'ils ont connu leurs crises financières avec les Etats-Unis. Le reste du monde n'aurait pas les ressources pour acheter les produits japonais en perdant le marché américain, ce qui devrait conduire le Japon à l'équilibre. Sans le déficit américain, il n'y a pas de surplus japonais. Le commerce mondial est donc dépendant du déficit américain. Personne ne peut pourtant, même les USA, être constamment en déficit. L'alternative à l'emprunt est la vente des actifs américains (terre, sociétés, buildings) aux étrangers, mais cela reste limité s'il n'y a plus rien à vendre. Les japonais ont beaucoup acheté d'actifs financiers américains de façon à financer le déficit commercial américain. C'est le serpent qui se mord la queue. Même les capitalistes japonais ne peuvent s'engager dans de tels investissements continuellement déficitaires. Malgré la position unique du dollar comme monnaie de réserve, la formidable richesse des américains à l'extérieur et la grande richesse interne (il existe encore de très bons actifs financiers que le monde entier voudrait bien se procurer aux Etats-Unis), on ne peut éviter les règles fondamentales du centre de gravité. Personne ne peut se permettre un aussi large déficit commercial pour toujours. La question n'est pas de savoir s'il y aura une crise (ou un tremblement de terre), mais plutôt quand, sous quelle forme (de petits chocs aux moindres dommages ou un grand choc). Or, tout le monde agit comme si rien ne menaçait l'équilibre du monde.

C'était la même chose lorsque le *price earning ratio* au Japon était supérieur à 100. Les entreprises empruntaient à 1% et prêtaient à 3% auprès des bonds gouvernementaux. Tout le monde pouvait alors faire beaucoup d'argent. Le Nikkei était devenu trop élevé. De décembre 1989 à août 1992, l'indice Nikkei est passé de 38 916 à 14 309 yens, soit un crash supérieur à celui des USA entre 1929 et 1932. Les pertes ont été considérables, la richesse des ménages japonais étant alors amputée de 14000 milliards de dollars (soit 36% de leur fortune). Même le secteur foncier a baissé de 20%. Certes, les opérateurs étrangers peuvent toujours se fonder sur la valeur du dollar en pensant qu'ils ne rapatrieront pas leurs capitaux, mais cela ne modifie pas la réalité économique, d'une épaisseur financière réduite. L'économie permet de comprendre les choses, mais elle n'est pas efficace pour expliquer le timing. La fin va arriver inéluctablement. L'épicentre du tremblement économique est aux Etats-Unis et le choc sera très violent dans le Pacific Rim. Le standard de vie des Etats-Unis va s'effondrer. Les américains devront travailler plus (avec 1 million de travail supplémentaire) pour un niveau de vie réduit.

Le Japon connaîtra aussi une grave crise, même si le gouvernement subventionne les exportations. Il y aura du chômage et des faillites de banques. Les autres pays ne pourront plus payer leurs dettes au Japon et cela ne fera qu'aggraver la situation. Les ventes ne seront donc pas réduites au marché américain, et les pays tournés sur les exportations connaîtront de graves difficultés. Avec un déficit de 166 milliards de dollars et de 1000 milliards de dettes internationales, à un taux de 10% c'est plus de 266 milliards de dollars

de réduction d'importation qu'il faudra opérer (100+166). Pour payer l'intérêt des prêts et des investissements avec le Japon, les autres pays doivent avoir un surplus avec le Japon s'ils ne peuvent plus le faire avec les Etats-Unis. Au total, le Japon devrait perdre 2 millions d'emplois.

Les changements graduels sont moins traumatisants que les changements brusques. Economiquement, aussi longtemps que le Japon accepte d'absorber les pertes dans ses actifs détenus à l'étranger et aussi longtemps qu'ils souhaitent vendre plus qu'ils n'achètent, il n'y aura pas de pression excessive. La question de l'ouverture du marché japonais reste cependant toujours en suspens. Il n'y a pas de raison que les japonais changent leurs coutumes et habitudes pour satisfaire la demande américaine, notamment parce que les japonais souhaitent une société plus égalitaire. Comme les produits US sont moindres qu'au Japon, le marché japonais reste fermé. Un MR2 Toyota coûte 24 000 dollars aux USA et 30 435 au Japon. Les prix exportés sont des deux tiers inférieurs à ceux des produits intérieurs, et l'écart s'est accru depuis 1990. Une comparaison en termes de parité de pouvoir d'achat indique que les prix des biens sont en moyenne 2,5 fois supérieurs au Japon par rapport aux Etats-Unis. Les Etats-Unis ne peuvent pas non plus accepter un tel déficit uniquement parce que la culture japonaise est différente. Les japonais retardent toujours les négociations. Il en a été ainsi sur le problèmes des automobiles, malgré la menace de 100% de droits douaniers sur les voitures japonaises de luxe, si les japonais n'achetaient pas plus de produits américains et s'il n'y a avait pas un meilleur accès au marché japonais.

Les sociétés étrangères produisent 17% du PNB américain et 24% de celui de l'Allemagne. Elles ne représentent que 0,2% du Japon (dont la moitié par IBM Japon). Pour lutter contre ce surplus commercial, le Japon doit modifier son système social, ce qu'il ne souhaite vraîment pas, malgré la crise économique qui a fait que la production industrielle japonaise de 1995 était de 3% inférieure à celle de 1992. La situation japonaise n'est pas éloignée de celle des Etats-Unis en 1929, mais les remèdes traditionnels ne fonctionnent plus, avec des taux d'intérêt réels proches de zéro, atteignant ainsi la fameuse trappe à liquidité. La dette du secteur privé est simplement trop élevée pour que l'économie privée relance les moteurs économiques. Le Japon doit construire une économie pour l'intérieur, une croissance endogène, de préférence au développement continuel de l'exportation. Ni le Japon ni les Etats-Unis ne prendront les décisions qui pourtant s'imposent, tant que le Japon prêtera l'argent que les Etats-Unis dépensent pour leurs importations. Le Japon peut le faire encore longtemps, mais le problème insurmontable n'est pas le déficit commercial, mais plutôt les balances dollars tenues en réserve par les pays et les firmes. Le déficit conduit à une tendance vers la baisse et la spéculation. Si le Japon veut conserver ses balances-dollars, il en résultera pour lui d'énormes pertes potentielles en cas d'effondrement de la monnaie américaine. Quoi que fassent les américains et les japonais, le monde décidera peut-être pour eux. Les Etats-Unis n'ont plus le pouvoir d'imposer leurs stratégies commerciales.

Le déficit commercial américain devra disparaître, lorsque le reste du monde refusera de prêter aux Etats-Unis et se débarrassera de ses balances dollars. Or, sans le marché américain, le commerce intra-asiatique connaîtra une crise considérable, car personne ne pourra payer les japonais. Aucune région du monde n'a pour l'instant intérêt à résoudre le problème des Etats-Unis. Tant que ce déficit existe, le commerce fonctionne. On paie les japonais avec le déficit américain. Mais cela ne pourra pas durer encore longtemps.

Il faut épargner plus pour corriger les déficits commerciaux. Cette idée n'est pas toujours de cause à effet. L'épargne permet l'investissement, mais un déficit commercial fait de biens de consommation peut être une partie de la solution. L'épargne ne résoud pas seule le problème du déficit. On a $C+I+G+(X-M) = C+S+T$ (avec C la consommation, I l'investissement, G les dépenses gouvernementales, X les exportations, M les importations, S l'épargne, T les recettes de l'Etat). Si le budget du gouvernement et les échanges extérieurs ne sont pas en déficit, $X-M = S-I$. Cette identité n'implique pas de

cause. Un plus faible déficit conduit à plus d'épargne ou inversement. Plus d'épargne conduit à moins de demandes de biens et services, la production diminue, il y a moins d'investissement et le PNB diminue. C'est parce que le PNB baisse que la balance commerciale devient positive, car on ne peut plus s'offrir les produits de l'importation. Ensuite, les revenus diminuent, et donc l'épargne et l'investissement aussi. Il peut en résulter un nouvel équilibre, mais à un niveau très inférieur de richesse.

V. Les forces qui refaçonnent la surface économique du monde

Les années 1970 et 1980 furent les décennies de l'inflation, avec la guerre du Vietnam, la crise de l'OPEP, les rattrapages de salaires. Depuis, on assiste à une crise sur le marché mondial du travail (avec une décroissance des salaires et des inégalités croissantes), à une lutte contre l'inflation et à des instabilités économiques et politiques croissantes.

a) La crise du travail

Le ralentissement de la croissance a fait ce qu'il devait faire, avec un double chiffre pour le taux de chômage en Europe et même, en comptant tout, au Japon (dont certains employés sont payés à ne rien faire). Aux Etats-Unis, le chômage n'est que la partie immergée de l'iceberg, car aux 5,7% de chômage devraient être rajoutés ceux qui souhaiteraient avoir plus de travail. On en compte probablement le double qui ne trouvent pas d'emplois et ne sont pas officiellement recensés, ainsi que les travailleurs à mi-temps involontaires. Pour Lester Thurow, le niveau de chômage réel des USA avoisine 14%. Il souhaiterait même ajouter 5,8 millions de mâles en âge de travailler, mais qui ne l'ont jamais fait ou qui ne le feront plus, qui sont mis précocement à la retraite ou hors du marché du travail. Il y a 8,1 millions de personnes sous-employées, dont deux millions qui travaillent à l'appel (« *on call* »), c'est-à-dire lorsqu'on les appellent téléphoniquement le matin pour leur demander de venir travailler, et 8,3 millions comme propres contractants. En fait, il y a 14% de gens déclarés au travail qui sont proches d'une situation de chômeur. la plupart de ces employés souhaieraient avoir un travail normal. On pourrait ajouter 11 millions d'immigrants légaux et illégaux entrés aux USA entre 1980 et 1993, réduisant les salaires. Les écarts de salaire augmentent considérablement.

Une économie globale se définit comme une économie dans laquelle les facteurs de production (ressources naturelles, capital, technologie, travail) aussi bien que les biens et services sont disponibles dans l'ensemble du monde. Le travail va là où les rémunérations sont les plus élevées. Les salaires ont alors tendance à augmenter dans les pays à faibles salaires et réciproquement. Les pays anciennement communistes ont commencé à se mettre sur le marché mondial du travail. Si l'égalisation des prix des facteurs n'intervient pas, c'est qu'il existe un mystère économique. Comment le processus de mondialisation peut-il intervenir sans égalisation des prix ? Une telle situation indiquerait, ce qui est contraire à la théorie économique, que les capitalistes sont incapables ou ne désirent pas bénéficier de toutes les opportunités de faire du profit. Dans les pays en situation de relative autarcie, les travailleurs obtiennent des salaires plus élevés que ceux des pays en développement, car ils consomment plus de matières premières, ils ont un plus grand accès au capital, ils utilisent des technologies supérieures et ils constituent une main d'oeuvre plus qualifiée, mais les améliorations en termes de transport et communication devraient conduire à une égalisation progressive qu'empêchent seulement les restrictions douanières. Les salaires en Pologne, pour les mêmes entreprises, sont généralement 13 à 124 fois inférieurs à ceux de l'Allemagne, alors que les travailleurs travaillent plus. On assistera progressivement à une égalisation. Les salaires réels diminuent surtout lorsque les importations augmentent. Les stocks « *just-in-time inventories* » , le contrôle de qualité statistique, les technologies informaticielles, le travail en équipe, les décisions décentralisées et la pression sur les barrières fonctionnelles internes suscitent l'apparition d'un travail de plus en plus qualifié. Si les pays ne font pas d'investissements pertinents dans la qualification, le R&D, les

infrastructures et les équipements, il en résultera une réduction progressive des salaires et des forces de travail utilisables.

La question est aussi de savoir quelles sont les causes de la structure des salaires. Parce que les biens à forte contenance de travail sont moins cher à faire dans les pays en développement, les prix s'affondrent pour ces biens, conduisant à une égalisation des salaires et à une disparition progressive des premiers importateurs. L'offre et la demande conduisent les salaires des ouvriers faiblement qualifiés à diminuer relativement à ceux des travailleurs qualifiés. Avec la mondialisation, chaque travailleur travaille avec moins de capital et le salaire réel diminue. Le mystère est que ce processus de retour du capital ne s'accroît pas. En outre, l'augmentation des importations s'est surtout faite dans les pays les plus développés à hauts revenus. Les inégalités existent parmi les travailleurs aux mêmes qualifications. Les analyses économiques ne sont pas toujours satisfaisantes pour expliquer ces inégalités. Les Etats-Unis ont une force de travail interne proche de celle des pays en développement, qui n'a pas le niveau de performance des marchés du travail européen et japonais. Les Etats-Unis ont à la fois une économie de premier ordre et une économie de pays en développement. Les faibles revenus y sont vraîment très faibles, et le nombre d'employés est relativement élevé, alors que les classes moyennes sont proportionnellement moins nombreuses que dans les pays de l'OCDE. Ce qui accentue les inégalités.

Tableau n° 1 - Gains salariaux moyens des hommes américains de 25-54 ans à temps plein (1985)

Pays	1	2	3
Etats-Unis	7,8	2,8	2,8
Canada	6,1	2,6	2,4
Australie	4,3	2,0	2,1
Allemagne	3,5	1,6	2,2
Suède	3,3	1,5	2,2

Classement par ordre de rémunérations salariales décroissantes
1 = Rapport des gains entre le premier décile et le dernier décile
2 = Rapport des gains entre le cinquième décile et le dernier décile
3 = Rapport des gains entre le premier décile et le cinquième décile.

Il n'est pas surprenant que les plus grandes pertes des parts de marché américains soient précisément dans les industries où il y a de nombreux employés sur-payés (relativement à leur compétence intrinsèque), notamment les travailleurs à compétence moyenne (« *medium skilled* »), notamment dans les secteurs de l'automobile, de la machine-outil et de l'acier). Les rentes économiques que les Etats-Unis ont ainsi été éliminées. Les prix à l'importation, à l'exportation et de la production domestique ont évolué vers une forte tendance à l'égalisation. Les salaires ont eu un grand poids dans les importations des produits nécessitant du travail « à compétence moyenne". La pression à la réduction progressive des salaires de cette catégorie de travailleurs a été importante, et elle ne s'est pas exercé sur les plus hauts revenus. Les inégalités entre groupes s'expliquent par la faible substituabilité entre travailleurs qualifiés et travailleurs non qualifiés, mais aussi par la faible égalisation mondiale des salaires à travail équivalent, avec le même niveau d'étude. Seulement 10% des écarts de rémunération peuvent être expliqués par l'école. Dans le monde réel, les salaires sont liés au travail et non au travailleur. Les salaires individuels ne reflètent pas les capacités individuelles.

Il existe d'autres causes, comme :
- l'action des syndicats qui modifient les salaires et leur structure (dans le sens de l'égalité),
- la menace de démission pour travailler chez le concurrent réduit la pression sur les salaires élevés,

- la compétence des individus peut décroître collectivement (absence de recyclage, par exemple),
- la dérégulation de certaines industries,
- l'immigration et l'augmentation de la population,
- les retraites et les programmes sociaux.

Une économie globale conduit à une égalisation des prix et, notamment, de ceux des facteurs de production. Les changements dans les pouvoirs d'achat entre les pays vont se réaliser de manière dramatique. La fin du communisme a fait sauter un obstacle essentiel. De nombreux travailleurs non qualifiés vivent maintenant dans les pays développés et le Tiers-Monde s'est alors étendu aux proches.

b) L'inflation : un volcan éteint

Dans les années 1970 et 1980, la lutte contre le chômage était prioritaire, avant de laisser sa place à celle contre l'inflation. Si celle-ci est maintenant établie à un faible niveau, la politique de rigueur domine encore les politiques des banques centrales, lesquelles sont toujours convaincues de l'existence d'un important taux naturel de chômage. Elles estiment alors qu'il faut maintenir fermement les freins sur les politiques monétaires et fiscales, aussi longtemps que le marché du travail ne pourra pas augmenter les salaires. Ce qui a conduit la Federal Reserve Bank (FED) à augmenter plusieurs fois les taux d'intérêt à court terme. Or, il est difficile d'insister sur l'inflation, puisqu'il n'existe plus d'inflation. Les prix de gros au Japon sont 8% moins élevés en 1995 qu'ils ne l'étaient en 1990. Or, les chiffres eux-mêmes sont trompeurs[23]. Aucun indicateur ne souligne des pressions inflationnistes et les opérateurs financiers ont perdu beaucoup d'argent en pariant sur la baisse des taux d'intérêt à court terme.

En théorie, il n'y a pas de raison que l'inflation affecte la croissance capitaliste, car les entrepreneurs ne souffrent pas, au moins en théorie, de l'illusion monétaire. L'inflation devient grave lorsqu'elle conduit à la spéculation, laquelle devient plus profitable que les activités commerciales normales. Une étude de la Banque d'Angleterre, sur une centaine de pays et sur 30 ans, ne témoigne d'aucune relation négative avec le PIB lorsque le taux d'inflation est inférieur à 10%, et la relation est faible au-delà[24]. On peut même dire que le capitalisme fonctionne mieux avec 2% d'inflation par an. Si l'inflation est négative, les taux d'intérêt deviennent élevés et les investisseurssont alors découragés. La réduction des salaires réels a aussi une incidence négative. Le capitalisme fonctionne mal avec des prix en réduction, qui accroissent la propension des consommateurs à retarder leurs achats. Le FED doit chasser ses fantômes, l'inflation est morte et il est le seul à n'en pas s'en apercevoir. En augmentant le taux d'intérêt à court terme, le FED a tué une faible relance américaine.

En 1994, le monde souffre de surcapacité. Or, la réduction des salaires touche maintenant le monde entier; avec la récession des grandes entreprises à forts salaires. La réduction des salaires va en s'accélérant aux Etats-Unis (2,9 % dans l'industrie et 0,9% dans les activités non-agricoles). Les services ne sont plus aussi inflationnistes. Les salaires diminuent alors que la productivité augmente. Par contre, l'élasticité de l'offre est élevée, car il y a une intégration progressive des pays anciennement communistes dans l'économie de marché et la plupart des pays en développement remplacent leur politique traditionnelle d'import-substitution par une stratégie commerciale orientée vers les exportations. Les entreprises sont amenées à réduire leurs prix si elles veulent survivre. La peur de l'inflation est la même que celle des fantômes, mais avec des conséquences bien

---

[23] Les biais sont de 1 à 2,4 %, compte tenu d'approximations successives concernant les comportements des consommateurs choisissant des produits moins chers (pondération) et des magasins moins chers, la sous-estimation de la qualité ou la non-introduction systématique des nouveaux produits. De ce fait, l'inflation est très faible, alors que le FED redoute toujours l'inflation.

[24] Brittan S. (1995), Elusive Case for Stable Prices », Financial Times, May 18, page 9

plus importantes sur le bien-être des gens. On est entré dans une spirale déflationniste grave pour la croissance économique et l'emploi.

c) L'instabilité économique

Les cycles sont intrinsèques au capitalisme, pour de nombreuses raisons. La demande croît ou décroît rapidement dans certains secteurs de l'économie. Parfois, c'est la guerre, parfois le pétrole, d'autres fois le gouvernement pour réduire l'inflation qui créent ces hauts et ses bas de la conjoncture. Lorsqu'apparaît une demande supplémentaire, on cherche à accroître le potentiel de production, mais cela prend du temps. Les consommateurs achètent alors au-delà de leurs besoins pour ne pas manquer. Il en résulte une panique. Le cycle tournera lorsque la consommation sera satisfaite. Le contrôle des stocks peut, en théorie, réduire, voire suppimer, l'importance des cycles. Mais l'un des mystères de l'économie, c'est qu'il ne produit, en fait, que peu d'effets contracycliques. C'est même un processus pervers qui s'engage, lorsque ce sont les propriétaires des stocks qui s'avèrent les plus sensibles aux évolutions et qui spéculent. En théorie, il ne devrait pas y avoir de cycles.

Pour la première fois depuis la dernière guerre mondiale, les Etats-Unis ne sont plus les locomotives des économies capitalistes. Une petite relance américaine n'est pas suffisante pour relancer la croissance de l'économie mondiale. Pourtant, le monde capitaliste a besoin d'un leader. Au début des années 1990, la volonté des Etats-Unis ne ne pas suivre une politique qui serait favorable à l'économie du reste du monde a été dramatique, car aucune excuse « nationaliste » ne pouvait être invoquée. Aujourd'hui, les Etats-Unis ne désirent pas aider les autres pays, même lorsque cela ne lui coûte rien. La relation entre l'emploi et l'inflation s'est distendue et on peut avoir à la fois le chômage et l'inflation. La politique reaganienne a aussi échoué, puisqu'elle a conduit à un déficit public considérable. Comme l'augmentation des impôts après la récession est impossible, les gouvernements sont dans une prison fiscale. Les politiques keynésiennes sont bloquées par la mondialisation, sauf peut-être pour les très grands pays (Japon, Allemagne, USA, ce pays étant unique puisqu'il n'a pas à faire attention à la valeur de sa monnaie nationale. Depuis 1990, seuls le Japon et les Etats-Unis ont réduit leurs taux d'intérêt pour stimuler la demande et aucun pays n'a cherché à mener une politique fiscale concrète de relance.

Les marchés financiers peuvent pouvoir tellement d'actifs financiers dans le monde que les politiques monétaires doivent être ajustées à leur dictature et non aux besoins nationaux. Les Etats sont amenés, même en période de récession, à accroître les taux d'intérêt. Les récessions sont tolérées, jamais vraîment combattues. Pour les Etats-Unis, la valeur du dollar a peu d'impact sur le niveau de vie ou sur le taux d'inflation. Ils peuvent financer ainsi leur déficit des paiements. Mais ce qui est valable pour les Etats-Unis ne l'est pas pour les autres pays. Aux Etats-Unis quand le marché boursier monte, les fortunes personnelles et la consommation croissent. Au Japon, le processus inverse est apparu avec le crash de la Bourse. Il faudrait une politique coordonnée des trois grands Etats, pour détenir le leadership. Mais les leaders ont des intérêts électifs différents : aucune réduction des surplus commerciaux pour le Japon, aucune réduction de la très haute consommation pour les Etats-Unis, aucune réduction des taux d'intérêt et d'accroissement éventuel des tensions inflatrionnistes en Allemagne. En fait, ce n'est plus la croissance qui est au centre du débat, mais la lutte contre l'inflation et le maintien de la valeur de la monnaie. Le monde n'est plus gouverné, ni par une grande puissance, ni par l'association de plusieurs puissances économiques.

Les chocs financiers sont de plus en plus forts. Depuis 1987, l'instabilité financière est au capitalisme ce que les successions étaient dans les monarchies du Moyen-Age. La théorie ne prévoit aucun choc financier, compte tenu de la rationalité des agents économiques. En 1971, on pensait encore que les changes flexibles conduisaient à une plus grande stabilité économique. Malheureusement, ce n'est pas la réalité. Le marché va s'effondrer, on ne sait pas quand, ni où, ni même comment, mais c'est un processus

inexorable. C'est le jeu du Casino. Les gouvernements ont de moins en moins d'instruments pour contrôler les flux monétaires et financiers internationaux. Plus de 1300 milliards de dollars s'échangent quotidiennement sur les marchés internationaux, alors que les exportations mondiales n'excèdent pas 10 milliards de dollars par jour. Les changements imprévisibles ont été combattus par les gouvernements, mais cela n'a jamais fonctionné, car les mouvements étaient plus larges que prévus. La valeur du dollar a monté de 52% entre 1979 et 1984 et a baissé de 29% de 1984 à 1987. La crise financière du Mexique en 1994 pourrait aussi être subie par les Philippines, l'Indonésie, le Brésil, la Malaisie, la Thailande, l'Argentine ou le Chili. L'Italie, la Belgique ou la Grèce ont un ratio d'endettement rapporté au PIB trois fois plus élevé que celui du Mexique. En fai, la crise mexicaine est due à une surévaluation du peso et à un déficit de la balance commerciale principalement dû à une consommation financée par des capitaux de court terme. Le capital étranger a quitté le Mexique, par peur d'autres dévaluations. Il en a résulté une terrible récession et la faillite des banques, avec une politique monétaire drastique (taux d'intérêt de 60% pour 28 jours accordé au gouvernement mexicain et de 100% pour le crédit des consommateurs). Les Etats-Unis contrôlent dorénavant les revenus du pétrole mexicain sur un compte du FED et ils garantissent les non-ressortissants mexicains. Or, les défauts économiques du Mexique n'étaient pas importants, et dus principalement au secteur privé, le secteur public n'étant pas un emprunteur net. Ce n'était pas vraîment la pire des situations. Après la crise, l'inflation a été de 60% et 13 ans de croissance du niveau de vie ont été sacrifiés pour introduire des réformes du marché. Les pertes de pouvoir d'achat ont été de 33%, voire 50% pour les classes moyennes. La perte des investisseurs étrangers a été comparable à celle des mexicains. L'application stricte des règles du FMI a été difficile, plus de 4 millions de personnes ont dû réduire leurs horaires de 15 heures par semaine, malgré 500 000 chômeurs supplémentaires. Les défauts économiques étaient mineurs par rapport à la punition, mais il fallait restaurer la confiance des investisseurs. La relance du Mexique est soutenue par le FMI qui lui prête plus qu'il n'est permis par ses règles et par les Etats-Unis, non pas du fait de l'ALENA (NAFTA), mais parce que des fonds américains de pension importants sont investis au Mexique. Les mexicains ne peuvent et ne veulent pas payer, tel devrait être le slogan des mexicains. Après la crise, le dollar avait perdu 25% de sa valeur et son image ne s'était pas renforcée. Ce fut le cas de la France, attaquée avec des indicateurs économiques fondamentaux corrects.

Les Etats-Unis cherchent maintenant à être le régulateur global, et le FMI peut l'y aider, mais ils n'ont pas d'autorité régulatrice. Si la prochaine crise touchait le dollar, ce serait une catastrophe. 60% des réserves officielles et 50% des réserves privées sont détenues en dollars. Quand le processus sera enclenché avec de faibles montants comparatifs, il sera difficile à arréter. Les dettes en yens ou marks vont alors exploser, il en résultera une impossibilité de payer, notamment auprès des allemands et des japonais. Cela ne causera pas une grande peine aux américains, d'autant que le gouvernement ne pourra pas leur imposer ce que l'on a fait subir aux mexicains. Les américains ont le pouvoir de négociation (*"bargaining power"*), ils peuvent payer avec leur monnaie nationale.

d) L'instabilité politique

L'instabilité politique est croissante. Il existe un véritable volcan social avec l'émergence du fondamentalisme religieux belliqueux et la propension nouvelle à la séparation ethnique.

Le concept de démocratie est polysémique, et dans l'ancienne Athènes il allait avec l'esclavage, qu'acceptait d'ailleurs plus tard les Pères fondateurs des Etats-Unis. Les sphères politiques et économiques ont toujours cru dans les inégalités congruentes. Le capitalisme les a défendu et a essayé de démontrer leur justesse et leur droit. Pour Herbert Spencer, le capitalisme élimine le faible, c'est pourquoi il est fort. C'est un mouvement eugénique. Toute action positive contre la misère conduit à en prolonger l'existence. Bismarck, Churchill ou Roosevelt ont adopté des politique de bien-être de façon à maintenir

le capitalisme. Des droits inégaux de vote ne sont pas nécessaires dans les démocraties pour préserver les inégalités capitalistes. Il suffit de financer les élus potentiels. Le pouvoir économique devient une clef du pouvoir politique. L'argent, au-dessus du bien-être quotidien, est un facteur de pouvoir, pas de consommation. Si les pauvres ne savent pas s'organiser, ils ne peuvent exproprier les riches. Les gouvernements de pauvres sont plus égalitaristes, c'est l'avantage de l'Europe sur les Etats-Unis. La question est de savoir comment convaincre les pauvres de voter pour ceux qui supportent des programmes de bien-être. La stabilité des revenus est menacée par les forces économiques tectoniques. Les impôts en faveur des pauvres conduisent les riches à aller dans les Etats où ce type de taxe n'existe pas.

La démocratie et le capitalisme ont des fondements différents en matière de pouvoir. L'un considère l'égalité des hommes, l'autre pense en termes de substituabilité, d'inégalités, de productivité, de richesses et d'appropriation de ces richesses. Dans sa forme la plus noire, le capitalisme est compatible avec l'esclavage (le Sud des Etats-Unis pendant deux siècles), pas la démocratie moderne (celle de l'Antiquité s'en arrangeait aisément). Dans les sociétés de marché contemporaines, le pouvoir dépend de la fortune et de la position politique. Il est toujours possible de convertir le pouvoir économique en pouvoir politique, et inversement. Le gouvernement a souvent essayé d'altérer les inégalités de revenus. Dans ce cas, le gouvernement apparaît comme un élément positif. Le capitalisme peut s'ajuster à une distribution égalitaire du pouvoir d'achat ou l'inverse. Il produit seulement des ensembles de biens pour satisfaire les différents goûts des consommateurs. Une fois fortune faite, les opportunités de faire plus de profits se multiplient, puisque l'accumulation de la richesse conduit à de nouveaux revenus qui ne sont pas ouverts aux autres. Ce qui est surprenant, c'est pourquoi la distribution des revenus ainsi produite est aussi large en comparaison avec les autres distributions des caractéristiques humaines, comme par exemple le QI. Il n'y a pas d'individus ayant plusieurs milliers de fois un QI supérieurs aux autres. Même en partant sur des conditions égalitaires, le marché convertit rapidement les égalités en inégalités. Ceci est dû au talent, à la formation, à la localisation, à l'investissement, aux loisirs, au travail, etc. Malgré de faibles écarts de compétence, les écarts de revenus paraissent extravagants. Bill Gates a de la chance et du talent. Il existe des lois antitrust pour éviter les excès et on essaie de réduire les trop grandes inégalités, notamment en matière de soins. Avec le travail « au noir », anti-démocratique, les revenus indirects permettent aux individus d'opter pour le procès capitaliste, sans pour autant y contribuer.

Il faudrait une vision. Le vote suit trop souvent l'étroit intérêt économique personnel. La démocratie a besoin d'une utopie, d'une route vers une meilleure société, d'une vision qui dépasse les intérêts particuliers étroits. Les partis conservateurs n'ont pas d'autre avenir que le passé à l'identique, le futur étant laissé au marché. Le socialisme avait au moins la préoccupation du partage de la récolte du progrès économique. Les vetos minoritaires remplacent les votes de la majorité. Or, le principe de la compensation pourrait être appliqué dans de nombreux secteurs, pas seulement pour l'environnement. La plupart des syndromes NIMBY (*not in my backyard*) pourrait être éliminée par de modestes montants de compensation, évitant ainsi les sytèmes sociaux d'exploser. Le diable apparaît avec la désorganisation et la désintégration. L'idéologie connaît une longue crise et les hommes rejettent progressivement tout ce qui les ont fait vivre. On peut retourner au Moyen Age. Aujourd'hui, la sécurité intérieure n'est plus assurée et les communes quasi indépendantes pour riches se développent (28 millions d'américains), certaines interdites aux enfants, avec des règles de vie et même de décoration très strictes. La différence entre une culture et une civilisation pour Braudel c'est la présence ou l'absence de villes. Or, nos villes connaissent une crise. Au Moyen Age, il n'y avait pas de vision d'une meilleure vie. Nous en sommes au même plan. Les conflits sont internes et proches. Le rôle du gouvernement lui-même fait encore l'objet de débats. Le capitalisme souhaite en réduire l'importance. Mais il existe des biens publics par nature, qui sont à la fois collectifs et

applicables à tout le monde en termes de consommation. L'éducation et la santé sont à la fois des biens individuels et sociaux, avec de fortes externalités positives.

Lester Thurow défend le principe d'une discipline collective. Dans le capitalisme, des idéaux sociaux comme l'honnêteté ou l'égalité n'ont pas de valeur. C'est pourquoi il y a un refus du rôle économique de l'Etat de la part des conservateurs. Or, l'histoire est différente. Les groupes ont précédé les hommes et leur individualisme. Un support social définit l'être humain. Les gouvernements ont toujours existé, afin de définir les règles du jeu de l'ordre social. L'altruisme existe aussi.

VI. Une période d'équilibre ponctué

Le capitalisme a eu besoin de l'idéologie de l'individualisme, mais aussi de la machine à vapeur. Si les firmes dans lesquelles la compétence, l'éducation et la connaissance sont déjà la source dominante de l'avantage stratégique sont examinées (firmes de consultation, loi, banques, etc.), elles présentent des formes de propriété différentes de celles des firmes capitalistes traditionnelles. Peu d'entre elles sont à la Bourse. Les employés gagnent une part importante sous forme de bonus et ils ont une plus grande part de responsabilité. Quand elles souhaitent devenir capitalistes, elles connaissent des ennuis (Salomon Brothers). L'organisation est en mouvement, le capitalisme n'a pas de futur et la question qui se pose est de savoir quelle action entreprendre dans une période d'équilibre ponstué.

a) Une organisation en mouvement

Comme chaque entreprise achète le même équipement des mêmes fournisseurs, les technologies qui donnent un avantage compétitif aux entreprises ne sont pas bloquées dans un unique équipement que les compétiteurs éventuels ne pourraient pas s'offrir. La différence fondamentale réside fondamentalement dans l'utilisation de l'équipement. Quand certains employés quittent l'entreprise, les idées d'organisation de la firme et les technologies partent avec l'employé vers le nouvel employeur. Dans ces conditions, le monopole cesse d'exister. L'entrepreneur de Schumpeter a changé. Il n'est plus le propriétaire du capital, il a la capacité d'assembler les cerveaux humains les plus performants. La communication entre les actifs est devenue plus importante que la concentration des actifs. Le capital humain, composé des compétences, de l'éducation et de la connaissance, diffère du capital physique de trois manières :

- Il ne peut pas être approprié. Si les capitalistes n'investissent pas sur lui, ils ne peuvent pas en disposer.
- Les investissements en capital humain requièrent un horizon temps bien plus long que celui généralement admis par le capitalisme.
- Les investissements de connaissance nécessaire au développement des industries consommatrices de matière grise doivent être réalisés dans un contexte complètement étranger aux orientations individualistes de l'économie de marché.

Le capitalisme est efficace du fait de la dureté de sa compétition et de la volonté de maximisation du profit. Il recherche les personnes qui peuvent être débauchées et les machines qui peuvent être conservées. Il adopte rapidement de nouvelles efficientes technologies de production, si le retour du marché est positif. Il n'est pas arrêté sur les manières traditionnelles de faire. La seule contrainte est que les bénéfices monétaires soient supérieurs aux coûts monétaires. Les individus du système cherchent eux à maximiser leur consommation et leur loisir. Ils essaient de maximiser leur consommation et leurs loisirs pour l'ensemble de leur vie, selon un taux d'actualisation à définir, notamment par les taux d'intérêt qui reflètent le taux d'actualisation. Les marchés financiers gèrent cette alternative entre une utilité immédiate et une utilité différée.

Seize années d'éducation de qualité aux Etats-Unis coûtent 250 000 dollars par enfant. Le retour sur investissement comprend un risque énorme. C'est encore plus difficile

à déterminer pour un degré supplémentaire. Si l'investisseur ne complète pas son programme à l'université, une année supplémentaire dans un collège n'a que peu d'effets sur ses gains futurs. La forme est probablement en U. Il y a de forts gains dans les premières années d'éducation, puis c'est fort déclinant, jusqu'à un certain point où la sélection commence à apparaître et où le retour sur investissement redevient important. Or, avec un taux de 7,2% par an, 1 dollar aujourd'hui équivaut à 0,02 dollars dans 16 ans. L'horizon temps du système capitaliste est trop court pour prendre en compte les problèmes inhérents à l'éducation. Il y a trop peu de retour sur investissement et c'est très risqué. Il est préférable d'investir sur un bon du gouvernement. C'est pourquoi l'éducation publique a été inventée. De nombreux parents ne sont pas disposés aux sacrifices financiers nécessaires pour l'éducation de leurs enfants. Les pauvres ont notamment beaucoup d'autres choses à faire avec leur argent. On créerait alors une société d'analphabètes et d'éduqués dans des proportions variables. Il existe alors de fortes différences de productivité et un coût social très élevé, du fait de l'absence de cadres moyens. En outre, les analphabètes ne comprennent pas la société dans laquelle ils se trouvent et chaque opération ou action sociale devient difficile à gérer. Ainsi, c'est la productivité générale de la société qui décroit. Au fond, en matière d'éducation, le capitalisme a besoin d'inclure des buts sociaux. Il n'existe donc pas seulement des besoins individuels. Le capitalisme est efficace dans sa capacité à satisfaire les besoins individuels à court terme. Mais il est myope, avec un horizon temps très court. L'investissement public vient à la recousse de l'investissement privé, même si maintenant l'emprunt a souvent remplacé les bourses des étudiants. Les investissements privés en éducation sont par nature très inégalitaires et restent concentrés sur les hauts revenus.

Le capital physique peut toujours être échangé et revendu. Ce n'est pas le cas du capital humain. Ceux qui ont choisi la bonne formation obtiennent les bons emplois et la formation professionnelle a toujours un objectif de très court terme. Un pays qui se limite à l'investissement éducatif privé ne fabrique pas suffisamment de compétences, il a aussi une distribution très inégalitaire de celles-ci.. La socialisme a élevé les besoins humains en position centrale. Au moment où il meurt, la technologie élève les hommes à une place plus centrale. C'est le talent du capitalisme de changer de forme. La Banque mondiale a entrepris une analyse de la richesse mondiale productive par habitant. Les pays faiblement peuplés et développés (Australie avec 835 000 dollars par habitant, le Canada avec 704 000 dollars par habitant) sont les mieux placés; compte tenu de leurs ressources en matières premières et en terrains. Le Japon (565000 dollars) a acquis sa richesse dans la connaissance et la compétence, alors que les Etats-Unis se situent seulement à la 12ème place avec 421 000 dollars. Cela ne préjuge pas de la répartition de cette fortune.

Aujourd'hui, les infrastructures peuvent être achetées et vendues par les marchés privés (péages, codes-barres). Mais l'utilité publique reste importante, notamment pour accélérer le développement économique, pour investir dans de grands projets extrêmement coûteux, que les capitalistes ne peuvent s'offrir ou dont les risques apparaissent trop importants. Historiquement, la croissance de la productivité privée et du développement de l'infrastructure publique sont étroitement corrélées, mais les études économiques ne fournissent pas de résultrats indiscutables sur l'action du second sur la première. De grands retours sur investissements privés existent dans certains pays (Allemagne, Etats-Unis), au contraire d'autres pays (Royaume-Uni). Pourtant, l'investissement public a beaucoup décliné ces 25 dernières années, passant de 55 à 40% du PNB, soit le pourcentage le moins élevés des pays du G7[25]. Pour le futur, l'infrastructure du savoir ve dépasser les infrastructures physiques. Il en va de même pour les activités de recherche-développement, qui ne peuvent généralement pas se passer de l'action publique.

Pour les pays de l'OCDE, l'épargne est passée de 15% en 1975 à 7% au début des années 1990, dont plus de la moitié est due aux gouvernements. L'horizon temps des Etats

---

[25] Groupement des 7 pays les plus riches du monde, comprenant les Etats-Unis, l'Allemagne, le Japon, la France, le Canada, l'Italie et la Grande-Bretagne ; la Russie est souvent invitée à ces réunions.

est devenu beaucoup plus court, du fait de la pression du budget, de l'impact des médias, de la lutte contre la baisse des revenus réels. Techniquement, de nombreux gouvernements ont des horizons temps négatifs, notamment lorsque le déficit budgétaire est supérieur aux activités d'investissement engagées par le budget, comme c'est le cas actuel des Etats-Unis où l'on réduit la croissance future pour aider la consommation courante. L'horizon temps du secteur privé s'est aussi rétréci, avec l'augmentation du nombre des personnes âgées (moins intéressées par le futur), le crédit à la consommation, le poids de la publicité, les bénéfices sociaux avec effets cliquet. Le capitalisme n'a pas de normes sociales pour lutter contre cette tendance à l'absence d'épargne, l'individu étant roi (mais pas toujours nécessairement bien informé). Or, souvent les préférences individuelles sont produites par la société. Avec le vieillissement de la population apparaît une modification du centre de gravité des préférences de temps, les deux-tiers du déclin de l'épargne américaine étant dû au seul vieillissement. De même, sans retraites publiques ou privées, il faut épargner. La généralisation de la retraite réduit le potentiel d'épargne. Il en va de même pour la sécurité sociale, personne n'épargnant en prévision d'une éventuelle maladie. Le but fondamental des manages, c'est de maximser leur consommation, et non leur épargne et leur investissement.

b) Le capitalisme sans futur

Le capitalisme oublie le futur. Ainsi, les décisions individuelles conduisent à maximiser le bien-être, même au prix de la stagnation à venir. Le contexte social est absent, et notamment l'éducation, la religion, le service public, la famille ou la législation ne sont pas vraiment reconnus par le capitalisme. Toute société a besoin d'un mélange de gestion individuelle et de contrôle social. Mais tout est de toute manière socialisé. Bien que le capitalisme réussisse ou échoue sur les investissements qu'il fait, il prêche toujours la théologie de la consommation. Il a résolu historiquement ses contradictions internes en utilisant le secteur public pour faire des investissements en infrastructure, recherche-développement et en éducation qu'il n'aurait pas satisfaits. Le capitalisme privé compte sur les retombées publiques. Il a souvent présenté l'excuse des menaces militaires ; celle-ci ne tient plus.

Dans le nouveau capitalisme d'activités de matière grise, le soutien public est central. La matière grise ira là où on pourra la recevoir, car elle n'a pas de localisation naturelle. Personne ne peut gagner sans communications et transports compétitifs. Quand le gouvernement est sollicité pour entreprendre ses investissements sociaux à long terme, il est essentiel pour le secteur privé. Les entreprises n'estiment plus avoir d'obligations à long terme avec leurs forces de travail. Il existe alors un conflit permanent, qui n'existait pas sous cette forme juste après la dernière guerre mondiale. Le contrat social est rompu et cela provoque des tensions. L'économie mondiale simultanément permet, encourage et force les entreprises à se délocaliser ; celles-ci, qui vont bénéficier d'une réduction des coûts, souhaitent aussi ne pas payer les frais de déménagement. Les compagnies doivent constituer des équipes, d'autant plus performantes qu'elles sont unies vers un même objectif. Or, le capitalisme, fondement de l'intérêt individuel, ne peut reconnaître le besoin d'une équipe de travail. Il s'agit pourtant de conserver le soutien des travailleurs, alors même qu'il y a accoissement des inégalités de traitement et baisse des salaires. On établit un nouveau contrat social, avec l'idée qu'il n'y a plus d'emplois à vie avec des salaires croissants, mais qu'il existe une certaine garantie du travail, de façon à investir sur le travailleur en matière de compétence et de connaissance. L'emploi à vie est remplacé par « l'employabilité à vie ». On prépare les employés aux nouveaux emplois. Le capitalisme ne peut plus dépendre seulement de l'intérêt individuel, il doit se préoccuper aussi de la communauté humaine et de son intérêt à long terme. Qui représente l'intérêt du futur à présent ? Le socialisme avait souhaité que ses intérêts soient représentés par la propriété publique, ce qui fut un échec. Il faut solliciter le capitalisme à établir de hauts niveaux d'investissements publics et privés et établir une balance judicieuse entre eux, le monopole

de l'un ou de l'autre conduisant à des crises. De la même manière, entre le choix entre consommation et investissement, il est essentiel trouver un équilibre. Les pressions sont celles d'un volcan. Qui fera les investissements à long terme nécessaires ? Comment les équipes de travail seront-elles constitués et maintenues avec succès ? Ces questions n'ont pas encore de réponses dans le capitalisme d'aujourd'hui.

c) L'action pendant une période d'équilibre ponctué

Avec la mort du socialisme, la capitalisme n'a plus de compétiteur plausible. Même si les fondamentalistes religieux souhaitent prendre le pouvoir, le capitalisme s'allie pourtant parfois à eux, alors même qu'ils ne croient pas dans les valeurs marchandes, donnant ainsi raison à Lenine qui affirmait que le capitaliste vend la corde qui le pendra. La crise sociale fait réagir le capitalisme, qui sait défendre ses injustices aux prix de quelques faibles concessions. Les démocraties n'agissent presque jamais, d'autant que les majorités sont souvent par nature conservatrices. Les changements structurels massifs requis sont généralement combattus par les intérêts acquis. Dans une situation d'équilibre ponctué, les impératifs locaux s'éloignent souvent de l'optimum général. Il est difficile d'avoir une idéologie égalitaire (démocratie) et un système économique provoquant de fortes inégalités. Le capitalisme américain, qui reçoit le plus fort support populaire, est un faible fournisseur de bénéfices sociaux pour les classes moyennes. La réforme sur la santé publique a été un échec. Or, le soutien populaire risque de manquer plus tard au capitalisme américain, avec l'augmentation des inégalités et l'apparition d'un lumpen proletariat. La plaque tectonique économique est en train de changer la surface du monde. Les nouvelles technologies productives augmentent l'importance des investissements sociaux en infrastructure, éducation et recherche alors que les valeurs vont toujours vers l'individualisme et moins d'intérêt social dans les investissements communs.

Il faut une idéologie de constructeur. Quelle politique budgétaire mener, quels investissements à long terme promouvoir, quelle stratégie de R&D engager, quelles infrastructures fournissent les plus fortes retombées, comment produire une main d'oeuvre compétente, qui paiera ? Le monde doit changer, mais les politiques publiques ne sont pas la solution. Il faut passer d'une idéologie de consommation à celle de la construction. L'investissement ne doit pas être conçu comme une réduction de la consommation, mais comme une création d'utilité future. La technologie doit être une création humaine, une innovation. Le futur héros n'est pas le capitaliste smithien, ni le petit businessman, mais celui qui construit de nouvelles industries, qui font rêver, qui donnent la joie de créer et disposent du psychique pour construire un royaume économique. Schumpeter pensait que le capitalisme mourrait de la bureaucratisation de l'invention et des innovations et du faible soutien des intellectuels qui souhaitent défendre des causes nobles. Ceux-ci ont été remplacés par la télévision.

Il faut comprendre le nouveau jeu entre les puissances et la nouvelle faiblesse politique, économique et stratégique des USA. L'isolationisme américain n'est pas une solution. Pour l'Europe, il faudra régler le problème du leadership allemand, du chômage, des déficits publics, des prèlèvements obligatoires, de l'économie souterraine, de l'insuffisante création d'emploi. Quant au Japon, les profits y ont disparu, il s'est inscrit dans une voie de récession longue et il reste dépendant des Etats-Unis. Le Japon n'invente rien, alors même qu'il faut qu'il se réinvente en tant que société.

Le danger n'est pas que le capitalisme explose comme le communisme, car il ne s'auto-détruit pas. Le danger n'est pas la catastrophe qui réveille les intelligences, mais la stagnation. La technologie et les idéologies font trembler les fondations du capitalisme. Quand les deux se séparent, un grand tremblement de terre apparaît.

VII. Les écarts entre l'analyse de Lester Thurow (1996) et les faits en 2022

Il y a principalement quatre problèmes éternels de l'humanité (les pandémies, la guerre, l'intolérance religieuse, la faim), que l'homme a cru un temps capable de contrôler, qui reviennent aujourd'hui sur le devant de la scène. L'apparition de nouvelles pandémies n'était pas exclue, mais la confiance dans les progrès logistiques, scientifiques et médicaux modernes était suffisamment élevée pour créer un sentiment de sécurité irresponsable. Avec les armes nucléaires et l'ouverture de la plupart des pays au libre-échange, les conflits entre les grandes puissances semblaient hautement improbables, compte tenu des conséquences destructrices des armes nucléaires et de l'intérêt commun aux interdépendances économiques. Mais l'économie n'est pas le seul sujet des guerres. Les croyances religieuses et les notions divergentes du concept de démocratie ne conduisent pas à un monde pacifique, notamment en raison du prosélytisme et de la volonté de puissance exprimés par certains États. Les questions philosophiques et religieuses semblent conduire à plus de laïcité et moins de tolérance. Enfin, la fameuse théorie du ruissellement ne fonctionne pas et la faim s'invite encore de nos jours dans de nombreuses régions de la Terre et ce phénomène est accru en temps de guerre et de conflits à l'intérieur ou à l'extérieur de ces territoires.

Les ennemis du capitalisme n'ont pas disparu, c'est le capitalisme qui s'est transformé. La plupart des Etats sont aujourd'hui ont été progressivement amenés à fonctionner et à gérer l'économie de marché. Pendant la « guerre froide » au moins, le capitalisme était assimilé à l'économie de marché, le rôle de l'Etat étant partiellement réduit à ses activités régaliennes et par la concession de ses attributions à des organisations internationales, comme le GATT, le Fonds Monétaire international ou la Banque mondiale. En 1996, avec la fin du communisme soviétique ou les négociations avec la Chine communiste, l'économie marchande internationale semble capable de s'imposer dans le monde entier. Pour de nombreux observateurs, elle va conduire progressivement à l'essor de la démocratie et au respect des droits de l'homme. Or, comme le remarque Lester Thurow, les qualités supposées constantes du capitalisme comme la croissance économique, le plein emploi ou la croissance économique ne sont plus au rendez-vous.

La guerre est toujours présente, les questions économiques ne sont pas toujours au centre des préoccupations des Etats. La Russie s'est engagée dans une « opération spéciale » contre l'Ukraine, en vue de conserver ce pays dans sa zone d'influence. L'action militaire, qui ne méritait pas le nom de guerre, devait être rapidement conduite pour remédier à cet accident de l'histoire et à la domination des Etats-Unis et de leur satellite l'Union européenne. La volonté de la Russie de remplir coûte que coüte ses objectifs malgré l'élargissement des sanctions économiques, sociales et militaires décidées à son encontre, principalement par les puissances occidentales, n'est toujours pas désarmée. Le conflit touche les intérêts de l'ensemble des pays du monde, avec les sanctions exercées sur le système monétaire et financier russe, sur les infrastructures internationales disponibles, sur l'exercice interrompue pour la Russie de la « clause de la Nation la plus favorisée », sur les ventes russes de gaz et de pétrole à destination des pays européens, sur les exportations de céréales qui seront réduites à la fois par les actes de guerre qui limitent la production et le blocus maritime. A plus long terme, la globalisation économique et le système monétaire et financier dominé par les Etats-Unis pourraient être remis sérieusement en cause, à la fois par les pays émergents, notamment les BRICS, mais aussi par l'apparition des cryptomonnaies dont la valeur fluctue de manière souvent irrationnelle et violente, laissant les délits d'initié et le crime organisé s'installer

profondément dans le fonctionnement de l'économie mondiale sans aucun contrôle public.

Si Lester Thurow constate l'affaiblissement de l'empire américain, il voit en l'Europe et le Japon ses principaux rivaux, mais encore trop faiblement installés pour devenir des puissances hégémoniques. L'émergence de la Chine lui a échappé, à un moment de l'histoire où la Chine était encore très pauvre, mais disposait d'une population si importante qu'elle représentait quasiment le quart de la population mondiale. En outre, d'un point de vue technologique, elle a été capable rapidement de se développer, en utilisant plusieurs politiques passant de simples producteurs de produits étrangers à destination du commerce international, à l'essor des produits destinés au marché national, parfois dans le cadre d'une forme de monopolisation de productions destinées à la consommation intermédiaire de produits essentiels, lui donnant ainsi un pouvoir, parfois de court terme, sur les évolutions technologiques du futur.

Le début d'une idéologie concentrée unique est dangereux, car sans compétiteur systémique, le capitalisme aggrave ses propres défauts. Le monde a toujours besoin d'un nouveau système commercial, fondé sur les principes du respect des autres et des valeurs du futur, qui correspondrait à la réalité multipolaire d'aujourd'hui. Les politiques de coopération sont nécessaires, ce qui aurait pour conséquence de réduire le poids du marché libre dans un monde où les raretés des développent et empêchent des entités nationales et des groupes sociaux à subvenir dans l'ère moderne à leurs besoins fondamentaux. Cependant, les Etats se prêtent toujours au jeu de la puissance. Dans un monde globalisé et normalement soumis aux règles de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce, à laquelle appartiennent les plus grandes puissances économiques), l'application de l'arme économique ne peut être que collective, à moins d'user d'un pouvoir de coercition suffisamment fort pour entraîner les autres Etats dans cette action ou pour les menacer eux-mêmes de sanctions. Dans ce cas, il faut que le pays exerce un leadership incontestable à la fois économique, politique, stratégique et militaire. En outre, l'utilisation de ces armes est particulièrement délicate, car elles ne sont pas sans risque pour celui qui les utilise.

D'abord, les inégalités qui avaient été réduites pendant les 30 glorieuses n'ont fait qu'augmenter, elles se développent toujours en fonction des régions, des races, des sexes ou de la formation des personnes. Cette situation est encore plus clairement évidente avec la thérapie de choc engagée par la Russie, laquelle a créé des inégalités patrimoniales et de revenus considérables, en même temps qu'une précarité existentielle violente pour de nombreuses personnes en situation de misère. La géographie politique a changé, l'URSS a été scindée en 15 pays, ce qui pose des problèmes de localisation, d'échanges internationaux et de dépendances nouvelles d'Etat à Etats appartenant anciennement à la même Union. De manière générale, l'instabilité politique est d'autant plus grave qu'elle est fondée sur l'émergence du fondamentalisme religieux belliqueux. En outre, le capitalisme ne va pas toujours de pair avec la démocratie. On peut même considérer qu'il existe plusieurs formes de capitalismes, de la Chine à la Russie.

Lester Thurow met en évidence la menace démographique, toujours aussi présente, avec une population mondiale qui a quintuplé de 1900 à 2022. Cependant, il ne souligne sans doute pas suffisamment les conséquences indirectes d'une telle augmentation. Il en résulte, en effet, une augmentation considérable des biens de consommation, lesquelles conduisent aujourd'hui à aggraver les raretés des ressources naturelles, de l'agriculture et à produire une pollution environnementale au centre des problématiques du réchauffement climatique. L'importance de ce phénomène n'a pas été mis en évidence c-dans cette analyse, ce qui pourtant remet en cause les règles d'un capitalisme toujours

fondé sur l'intérêt individuel, lequel ne va pas au-delà de la vie d'un homme, alors qu'une société humaine doit pouvoir s'accomplir sur plusieurs siècles.

Les crises économiques se succèdent. Avec le processus de globalisation et de mondialisation, les tensions sont toujours présentes dans le temps et dans l'espace, loin d'un système optimal et bienveillant à terme que proposent les théories libérales et néo-classiques. Le rôle de l'Etat est toujours contesté dans une situation de crise, alors que le marché, sauf peut-être dans le domaine financier, est souvent épargné par les critiques. Souvent le marché apparaît comme la solution de tous les maux, mais en faisant appel à l'individualisme forcené, il détruit peu à peu les solidarités nécessaires.. Les inégalités des revenus et des patrimoines croissantes, l'évasion et l'optimisation fiscales, les contestations continuelles sur l'opportunité des biens publics, l'endettement public et privé, la dictature d'un PIB de moins en moins précis et de plus en plus aveuglant dans la décision macroéconomique peu intéressée par les questions relatives au réchauffement climatique et à la pollution croissante sont autant de facteurs qui témoignent du caractère explosif de la vie sociétale à venir dans le monde.

Le changement climatique pose un problème au système économique qui a favorisé la mise en place des révolutions industrielles polluantes du charbon et du pétrole. Les luttes d'intérêt économiques des puissants lobbys des secteurs polluants semblent réduire le potentiel de transformation d'un système économique mû par la recherche du profit à court terme. Les grandes puissances veulent conserver leurs acquis économiques et elles engagent cette révolution au rythme qui leur convient, ce qui ne va pas sans conflit, au regard de l'urgence de l'action face aux transformations néfastes subis par les écosystèmes. De puissants fournisseurs de services et instruments numériques, comme les GAFAM, disposent, d'une force économique et stratégique considérable susceptible de porter atteinte aux libertés, et aux droits de l'homme et des citoyens. Enfin, pour la production des instruments du numérique, les terres rares risquent de poser de nouveaux problèmes, ceux relatifs à la pollution qu'engage leur production et leur rareté relative au regard des stocks aujourd'hui connus. Sans une action volontariste des hommes, l'évolution de la planète deviendra incontrôlable car aucune technologie à la dimension mondiale n'est capable de protéger l'humanité de cette situation. Pourtant, l'aversion à la perte est supérieure à celle du gain. Ceux qui ont le pouvoir ne veulent pas non plus risquer de le perdre. L'homme a mis en place des institutions susceptibles d'améliorer sa condition, mais elles sont devenues aujourd'hui des obstacles à sa propre libération.

La science économique est une idéologie qui consacre l'omnipotence de l'économie de marché, l'Etat gendarme et le management, souvent de court terme, d'une économie condamnée à la croissance économique perpétuelle. Avec la pandémie de Covid-19, les analyses des économistes libéraux perdent leurs repères, car les hypothèses de base n'ont plus d'application concrète pour faire face à une profonde crise économique et sociale. L'économie révèle désormais son caractère éminemment politique. Les secteurs publics internationaux, nationaux et locaux organisent la lutte contre la crise de l'économie de marché. L'État devient alors l'acteur central de la gestion de l'économie nationale, en lien avec les autres Etats. Le caractère profondément politique et social d'une économie mondialisée met en évidence la violence des relations entre les gouvernements et les citoyens et souvent entre les Etats eux-mêmes. Cette situation de dépendance collective est susceptible de créer de nombreuses tensions, lesquelles peuvent conduire à de nouveaux conflits ou guerres. Les conflits en Irak et en Afghanistan ont coûté plus de 4000 milliards de dollars, celui qui se développe aujourd'hui en Ukraine devrait avoir un coût très élevé, en égard aux transformations profondes des marchés des céréales, de l'énergie et de la finance. La pandémie qui a secoué (et secoue encore) les économies du monde entier

Bibliographie

Aglietta, M. (sous la direction) (2019), *Capitalisme : le temps des ruptures*, Odile Jacob, Paris

Barre, R., Fontanel, J. (1991) *Principes de politique économique*, Presses Universitaires de Grenoble.

Brunat E., Fontanel J. (2015), L'économie de la Russie, les grands défis à relever, *Annuaire Français de Relations Internationales*, Paris

Brunat, E., Fontanel, J. (2018), La Russie de retour comme puissance militaire. *Annuaire Français des Relations Internationales*, Paris.

Brunat, E., Fontanel, J. (2021), La science économique comme idéologique. La science de gestion comme viatique de l'actionnaire.

Case, A., Deaton, A. (2020), *Deaths of Despair and the future of capitalism*, Princeton University Press, Princeton

Coulomb, F., Fontanel, J. (2000), La puissance des Etats et la globalisation économique, Ares, Défense et Sécurité, n°45, Mai.

Coulomb, F., Fontanel, J. (2006), Mondialisation, guerre économique et souveraineté, in « La question politique en économie internationale », La Dévouverte, Paris.

Fontanel, J. (1995), Organisations économiques internationales, Masson. Paris.

Fontanel, J., (2005) *La globalisation en analyse*. Géoéconomie et stratégie des acteurs, L'Harmattan, Paris.

Fontanel, J., Henriques, A. (2007, 2010), A Globalizaçao em Análise: Geoeconomia e Estratégia dos Actores Instituto Piageto, Lisboa. 2007.

Fontanel, J. (2012) Les coûts financiers et humains de la guerre en Irak et en Afghanistan, un bilan, *Questions internationales*.

Fontanel, J. (2016), *Paradis fiscaux, Etats filou*s. *La fuite organisée des impôts vers les pays complices*. L'Harmattan, Paris,

Fontanel, J., Sushcheva, N. (2019), La puissance des GAFAM : réalités, apports et dangers, *AFRI, Annuaire Français des Relations Internationales, Paris*.

Fontanel, J. (2019), Différends, conflits et guerres économiques. *Paix et Sécurité Européenne et Internationale*. PSEI, n° 11 - http://revel.unice.fr/psei/index.html.

Fontanel. J. (2020) La globalisation atteinte du coronavirus : inégalités, égoïsme, ploutocratie, insécurité. 2020. hal-02611716

Fontanel, J. (2021), Mondialisation privée et impasses du multilatéralisme intergouvernemental, *Questions Internationales*, 15. Janvier-Février.

Fontanel, J. (2022), Les conséquences économiques et sociales des sanctions internationales contre la guerre de la Russie en Ukraine, *Paix et Sécurité Européenne et Internationale*, Nice.

Fontanel, J. (2022), Le crime international organisé et les cryptomonnaies, Les Géopolitiques de Brest. Hal-03597481.

Fukuyama, F. (1992), *The end of History and the last man*, Macmillan, New York

Galbraith, J. (2014), *La grande Crise,* Le Seuil, Paris

Girard, R. (2007), *La violence et le sacré*, Grasset, Paris.

Guilhaudis, J-F (2017), Relations internationales contemporaines, LexisNexis, Paris.

Guilhaudis, J-F., Fontanel, J. (2019), Les effets pervers de l'usage du PIB pour la décision politique et les relations internationales. Comment en sortir ? *Annuaire Français des Relations Internationales, AFRI 2019*. hal-02017498.

Krugman, P. (1996), A country is not a company, *Harvard Business Review*, Jan.-Feb.

Krugman, P. (2009), How Did the Economists Get it So Wrong? », *New York Times, Sunday Magazine*, September

Morin, E. (2020), *Sur la crise*, Flammarion, « Champs Essais », Paris

Parienty, A. (2018), *Le mythe de la « théorie du ruissellement »*, La Découverte, Paris

Piketty, T. (2013), *Le Capital au 21e siècle*, Le Seuil, Paris

Piketty, T. (2019), *Capital et idéologie*, Le Seuil, Paris

Rifkin, Jeremy (2019), *Le New Deal Vert Mondial. Pourquoi la civilisation fossile va s'effondrer d'ici 2028. Le plan économique pour sauver la vie sur Terr*e, Editions « Les Liens qui libèrent ».

Saez, E., Zucman, G. (2020), *Le triomphe de l'injustice. Richesse, évasion fiscale et démocratie*, Le Seuil. Paris.

Smith, R., & Fontanel, J. (2008). International security, defence economics and the powers of nations. *War, peace and security*, *6*.